

RALLYE

Paris, le 1^{er} août 2016

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Article 222-4 du Règlement Général de l'AMF

TABLE DES MATIERES

1- ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	2
2- RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
3- ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2016	13
4- RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016	37

1 - ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe Rallye, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Paris, le 1^{er} août 2016

Didier CARLIER,
Directeur Général

2 - RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Faits marquants du premier semestre 2016

Casino

- Le **15 janvier 2016**, dans le contexte des difficultés rencontrées par les pays émergents et la récession que connaît le Brésil, Standard & Poor's a souhaité mettre à jour son appréciation du crédit Casino. L'agence a ainsi mis la notation BBB- du Groupe en CreditWatch négatif.
- Le **7 février 2016**, Casino a annoncé la signature d'un contrat de cession de sa participation dans Big C Supercenter PCL, coté en Thaïlande (« Big C »), pour 3,1 Mds€ (hors dette), au groupe TCC, l'un des principaux conglomérats Thaïlandais, actif dans la distribution, le commerce et l'industrie, l'alimentaire, la finance et les assurances, l'immobilier et l'agro-alimentaire.
- Le **21 mars 2016**, après avoir confirmé la notation financière BBB-/Perspective stable le 11 décembre 2015 et engagé un processus de mise à jour de son appréciation du crédit du groupe Casino le 15 janvier 2016, Standard & Poor's (S&P) a décidé d'abaisser cette notation financière d'un cran à BB+/Perspective Stable.
- Le **21 mars 2016**, le groupe Casino a réalisé la cession de sa participation dans Big C Supercenter PCL, à l'une des filiales du groupe TCC, le groupe BJC. Le produit de cette cession s'élève à 3,1 Mds€, permettant un désendettement du Groupe de 3,3 Mds€ avec une plus-value de 2,4 Mds€.
- Le **29 avril 2016**, Casino a annoncé la réalisation de la cession de Big C Vietnam au groupe Central pour une valeur d'entreprise de 1 Md€, induisant des multiples 2015 de 1,8x le chiffre d'affaires, 20,4x l'EBITDA et 34,4x l'EBIT. Les produits de cession reçus par pour le Groupe s'élèvent à 920 M€.
- Le **3 mai 2016**, Casino a exercé son option d'achat sur la totalité des 500M€ d'obligations remboursables en actions ("ORA") émises par Monoprix en décembre 2013, et souscrites par Crédit Agricole CIB.
- Le **12 mai 2016**, le Groupe Casino a annoncé son projet de lancer une offre publique d'achat volontaire sur les actions ordinaires de Cnova N.V. (« Cnova ») détenues par les actionnaires du flottant (à savoir les actions non détenues par le Groupe Casino) à un prix de 5,50 USD par action, soit un montant maximal de c. 196 MUSD. Cette annonce faisait suite à celles faites le même jour par Cnova et Via Varejo S.A. (« Via Varejo ») concernant un projet de rapprochement des activités de Cnova Brésil avec Via Varejo. Au terme de ce projet, Cnova détiendrait exclusivement Cdiscount.
- Le **25 mai 2016**, le groupe Casino et la famille Baud ont conclu un protocole d'accord transactionnel mettant fin à l'ensemble des actions contentieuses qui les opposaient devant les juridictions de Paris depuis 2007.
- Le **6 juin 2016**, Casino a annoncé avoir lancé une offre de rachat obligataire portant sur les souches de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026.
- Le **13 juin 2016**, l'offre de rachat obligataire lancée a permis à Casino de racheter respectivement 134,2 M€, 158,2 M€ et 245,0 M€ des obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026, soit un montant nominal cumulé de 537,4 M€.

Rapport d'activité

Les commentaires du Rapport Financier semestriel sont réalisés en comparaison au premier semestre 2015 sur le résultat des activités poursuivies et donc retraité de l'impact de la cession des activités en Asie conformément à IFRS 5. Les évolutions en organique et en comparable sont hors effets essence et calendaire.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé de **Rallye** au 30 juin 2016 s'élève à 20,0 milliards d'euros, en baisse de 8,6% par rapport au 30 juin 2015. Il se décompose par activités de la façon suivante :

En millions d'euros	30/06/2016	30/06/2015	Variation
France Retail	9 264	9 136	+1,4%
Latam Retail	6 836	7 803	-12,4%
Latam Electronics	2 182	2 924	-25,4%
E-commerce	1 391	1 719	-19,1%
Autres activités *	352	327	+7,6%
Total	20 025	21 909	-8,6%

* Correspond à l'activité holding, au portefeuille d'investissements et à Groupe GO Sport

Au premier semestre 2016, **Casino** a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 19,7 milliards d'euros. L'impact des variations de périmètre sur le chiffre d'affaires est de -0,2% (hors essence qui compte pour -0,2%). L'impact du change a été défavorable de -11,3%.

- Le 1^{er} semestre 2016 est caractérisé par :

La poursuite du redressement en France : progression de l'activité, poursuite des gains de parts de marché et redressement des résultats : ROC de +85 M€ au S1 2016 vs -53 M€ au S1 2015

- Le maintien de bonnes performances en Colombie, Argentine et Uruguay
- L'amélioration des ventes au Brésil : développement accéléré du cash & carry, premiers résultats du plan de relance commerciale chez Multivarejo pesant sur la rentabilité et stabilisation de l'activité de Via Varejo depuis le T2 2016
- Le projet de simplification de l'organisation des activités E-commerce du Groupe
- La réalisation rapide et le dépassement des objectifs du plan de cession, avec 4,2 Mds€ atteints dès fin avril 2016, suite à la cession des activités en Thaïlande et au Vietnam
- La forte diminution de la dette financière nette (DFN) de Casino en France à 4,0 Mds€ au 30 juin 2016 vs 8,5 Mds€ au 30 juin 2015, avec 1,5 Md€ utilisés au 1^{er} semestre afin de réduire la dette brute et exercer l'option d'achat sur l'ORA Monoprix
- Résultats du 1^{er} semestre 2016 impactés par les cessions des opérations en Asie, le ralentissement économique au Brésil notamment dans les activités non-alimentaire, ainsi que les effets de change en Amérique latine
- Résultat net part du Groupe de 2,6 Mds€ lié aux plus-values de cession de l'Asie

Le chiffre d'affaires du segment France Retail s'élève à 9 264 M€ au S1 2016 contre 9 136 M€ au S1 2015. En organique hors essence et calendaire, les ventes sont en croissance de +2,0%.

Par format, on notera les points suivants sur le semestre :

- Chez **Géant Casino**¹, le semestre est marqué par une confirmation de la croissance. L'enseigne poursuit ses bonnes tendances commerciales avec des ventes en croissance organique et comparable de +3,1% hors essence et calendaire. Le trafic client est soutenu (+6,2% sur deux ans au T2 2016). L'enseigne continue de voir sa part de marché progresser (+0,1pt en cumul annuel à date selon Kantar P07). Géant Casino¹ affiche une bonne dynamique commerciale, avec un travail sur l'offre alimentaire et non alimentaire, une réduction de l'attente en caisse et des ruptures.
- Au S1 2016, les ventes de **Leader Price** progressent de +3,1% en comparable et de +4,2% en organique (hors essence et calendaire). Le trafic client est en croissance de +5,6% sur deux ans au T2 2016. Leader Price poursuit sa bonne dynamique commerciale avec des prix très bas, une amélioration continue du service en magasin et une croissance du CA/m². La part du marché de l'enseigne est en hausse (+0,1pt en cumul annuel à date selon Kantar P07). Par ailleurs, le semestre est marqué par un déploiement accéléré de la franchise (la moitié du parc est franchisée à la fin du T2 2016 contre 22 % à fin juin 2015).
- **Monoprix** affiche une croissance organique hors essence hors calendaire de ses ventes à +1,5% sur l'ensemble du semestre. Les ventes alimentaires et textiles ont bien résisté dans un contexte de météo défavorable et de baisse de la fréquentation touristique à Paris. L'enseigne poursuit une expansion très dynamique avec l'ouverture de 36 magasins sur le semestre.
- Les **Supermarchés Casino** affichent un chiffre d'affaires de +0,6% à magasins comparables et de +2,5% en organique (hors essence hors calendaire) tiré par l'expansion (11 magasins ouverts depuis le T3 2015) et l'activité des franchisés. Le trafic client est en croissance de +1,3% sur deux ans, dont +1,9% au T2 2016. L'enseigne poursuit avec succès ses plans d'actions commerciaux et opérationnels.
- **Franprix** affiche des ventes stables à magasins comparables sur l'ensemble du premier semestre. L'enseigne poursuit le déploiement du nouveau concept Mandarine dont la croissance, soutenue, surperforme celle des autres magasins. Au T2 2016, 44% du parc a été rénové au nouveau format et à fin 2016, 58% du parc devrait l'être.
- La **Proximité** poursuit l'amélioration de l'offre et des services en magasin : développement de nouveaux services, modernisation de l'offre, etc. Par ailleurs, la rationalisation du parc se poursuit avec des ouvertures de magasins, des passages en franchise et la mise aux nouveaux concepts des magasins existants.

Le chiffre d'affaires du segment Latam Retail s'établit à 6 836 M€ au S1 2016 (à 8 607 M€ à taux de change constant). Les ventes des enseignes alimentaires de GPA au Brésil sont soutenues avec une croissance organique élevée : +7,8% au T1 et +11,4% au T2 (hors essence et calendaire). Le chiffre d'affaires total de GPA (4 751 M€ en contribution Casino) est réparti comme suit : 30% pour les hypermarchés, 33% pour le cash & carry et 37% pour les enseignes premiums, les supermarchés et la proximité. Au total, 9 magasins ont été ouverts au S1 2016 (7 chez Multivarejo et 2 chez Assaí). Exito (hors Brésil) connaît une excellente dynamique commerciale au S1 2016. Le groupe affiche une bonne croissance du chiffre d'affaires en organique à environ +11% hors essence hors calendaire.

Le chiffre d'affaires du segment Latam Electronics s'élève à 2 182 M€ au S1 2016 et à 2 722 M€ à taux de change constant. Le chiffre d'affaires de Via Varejo s'est stabilisé en monnaie locale depuis le T2 2016 avec une croissance organique de +0,3% hors essence hors calendaire (contre -12,7% au T1 2016). En comparable (hors essence hors calendaire), les ventes affichent une croissance de +2,6% au T2 (contre -11,8% au T1 2016). La progression de l'activité à compter du T2 2016 est tirée par les conversions d'enseignes, la croissance des ventes de mobiles, l'amélioration de l'assortiment et la croissance des services. L'enseigne continue à gagner des parts de marché tant par catégorie (+150 bp)

¹ Hors activité essentiellement de la société Codim (4 hypermarchés) en Corse

que sur la totalité du marché (+220 bp) en avril et mai 2016, retrouvant ainsi ses niveaux de parts de marché historiques les plus élevés.

En ce qui concerne le segment E-commerce, en France, les ventes de Cdiscount sont soutenues avec une croissance de +13,7% en organique hors essence hors calendrier au S1 2016. La marketplace est en forte progression avec environ 9 500 vendeurs au 30 juin 2016 et 50% du trafic est réalisé désormais via mobile. Cdiscount a mis en place de nouveaux services de livraison innovants tels que la livraison le même jour pour les colis de plus de 30kg et la livraison le dimanche. **L'activité de Cnova Brésil** reste impactée par la conjoncture brésilienne. La marketplace continue à se développer de façon satisfaisante avec plus de 3 500 vendeurs au 30 juin 2016. Cnova Brésil enregistre une forte progression du trafic et des ventes sur mobile. Les plans d'actions déployés (tels que la réduction des ruptures ou la migration des systèmes d'information du back office) commencent à porter leurs fruits.

Autres actifs

Groupe GO Sport affiche un volume d'affaires de plus de 440 M€ au S1 2016. Les ventes de Groupe GO Sport s'établissent à 349 M€ sur le semestre, à +4,6% à magasins comparables et taux de change constants, après +3,2% sur l'année 2015. GO Sport France poursuit sa bonne dynamique commerciale avec croissance des ventes en comparable de +2,3%, notamment suite à la très bonne performance du rayon Sports Collectifs durant l'Euro 2016. Le semestre a également été marqué par le lancement d'une nouvelle enseigne, Bike +, dédiée au cycle. Courir poursuit sa forte croissance et a fait l'acquisition au cours du semestre de 12 magasins additionnels anciennement sous enseigne Bata. Le développement des formules d'affiliation, tant pour Go Sport que pour Courir, se poursuit avec un parc de respectivement 33 et 25 magasins à fin S1 2016, contre 17 et 23 à fin 2015. L'enseigne GO Sport Pologne enregistre de bonnes performances, avec une croissance des ventes de +3,5% en comparable et à taux de change constant, tirées à la fois par une croissance des clients et des volumes. Le groupe a renforcé sa stratégie multicanale accompagnant la croissance de ses sites e-commerce, l'ensemble du parc de magasins de GO Sport étant désormais équipé en bornes de commande en ligne.

L'EBITDA et le ROC sont en progression par rapport au S1 2015.

Le parc, tous réseaux confondus, comprend 542 magasins au 30 juin 2016 dont 81 à l'étranger.

Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant de **Rallye** s'établit à 306 M€, en baisse de -18,0% par rapport à 2015. Il se décompose, par activités, de la façon suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2016	30/06/2015
France Retail	85	(53)
Latam Retail	212	299
Latam Electronics	100	191
E-commerce	(80)	(50)
Autres activités *	(10)	(15)
Total	306	373

* Correspond à l'activité holding, au portefeuille d'investissements financiers et à Groupe GO Sport

Le résultat opérationnel courant (ROC) de **Casino** au S1 2016 s'élève à 317 M€ contre 388 M€ au S1 2015 retraité. Il est en retrait de -2,4% à taux de change constant.

En France, le ROC connaît un redressement marqué et s'élève à 85 M€ contre -53 M€ au S1 2015, tiré notamment par une forte amélioration de la rentabilité des opérations de distribution alimentaire.

Le ROC du Latam Retail s'inscrit en repli par rapport au S1 2015 à 212 M€. Les performances opérationnelles de la Colombie, de l'Argentine et de l'Uruguay sont satisfaisantes. Au Brésil, chez Multivarejo, la marge commerciale est en progression après prise en compte des crédits fiscaux (effet favorable de + 250 bp au T2 2016¹). Assaï affiche une amélioration de son levier opérationnel. Des plans de réduction des coûts ont été lancés au S1 2016.

Le ROC du Latam Electronics est en baisse par rapport au S1 2015 à 100 M€. La marge brute est impactée par des crédits fiscaux et des changements de fiscalité (deux d'entre eux ayant un effet favorable de + 770 bp sur la marge brute et le troisième un effet défavorable de - 240bp sur la marge d'EBITDA au T2 2016¹). Via Varejo poursuit ses plans de réduction de coûts.

Le ROC du segment E-commerce est négatif au S1 2016. La rentabilité de Cdiscount se redresse tandis que le résultat de Cnova Brésil reste impacté par la baisse des ventes.

Résultat opérationnel

Les autres produits et charges opérationnels font apparaître une charge nette de 531 M€ au premier semestre 2016 contre un produit net de 68 M€ au premier semestre 2015. Ce montant concerne principalement le résultat de cession d'actifs (hors Asie), pour -10 M€, des provisions et charges pour restructuration pour 144 M€ (dont 113 M€ en France et 25 M€ au Brésil), des provisions et charges pour taxes, risques et litiges pour 80 M€ (concernant essentiellement le Brésil pour 71 M€), des charges nettes liées à des opérations de périmètre pour 118 M€, et de diverses charges pour 153 M€ dont 119 M€ lié aux irrégularités identifiées chez Cnova Brésil et à la taxes sur les surfaces commerciales en France (Tascom) suite à un changement de législation fiscale.

Après impact des autres produits et charges opérationnels, le résultat opérationnel s'établit à -224 M€ au premier semestre 2016 contre 441 M€ au premier semestre 2015 retraité.

Résultat net part du Groupe

(En millions d'euros)	30/06/2016	30/06/2015 retraité ²
Résultat opérationnel courant	306	373
Autres produits et charges opérationnels	-531	68
Coût de l'endettement financier net	-189	-152
Autres produits et charges financiers	-95	-318
Résultat net activités poursuivies	-477	43
Résultat net activités abandonnées	2 900	101
Résultat net	2 424	143
Résultat net part du Groupe	1 223	-80
Résultat net normalisé, part du Groupe ³	-92	-106

Le résultat net, part du Groupe au 30 juin 2016 s'élève à 1 223 M€ contre -80 M€ au 30 juin 2015.

Le résultat net normalisé part du Groupe des activités poursuivies ressort à -92 M€ à fin juin 2016 contre -106 M€ à fin juin 2015.

¹ Informations communiquées par les filiales

² Retraité de la cession des activités en Asie

³ Détail en Annexe

Structure financière de Casino

La **Dette financière nette du groupe Casino** au 30 juin 2016 s'établit à 6 343 M€, en forte réduction (vs 8 438 M€ au 30 juin 2015 retraité) notamment sous l'effet des cessions (impact net des cessions de la Thaïlande et du Vietnam de 4 326 M€). Le cash-fbw libre après dividende est proche de l'équilibre (- 17 M€) GPA a décidé d'un moindre recours à l'escompte du fait de l'évolution des taux au Brésil. Les éléments non cash comprennent les écarts de conversion à hauteur de 540 M€ et le reverse factoring¹ pour 389 M€.

La **Dette financière nette de Casino en France**² au 30 juin 2016 s'établit à 4 027 M€, en forte réduction (vs 8 482 M€ au 30 juin 2015 retraité). L'impact des cessions d'actifs et de la réorganisation en Amérique latine est très significatif (impact net des cessions de la Thaïlande et du Vietnam de 3 861 M€ et cession de 20% de GPA à Exito de 1 589 M€).

Casino est noté BB+ par Standard & Poor's (perspective stable) depuis le 21 mars 2016 et BBB- (perspective stable) par Fitch Ratings.

Le Conseil d'administration de Casino a décidé lors de sa réunion le 28 juillet 2016 la distribution d'un acompte sur dividende de 1,56 € par action (50% du dividende annuel versé au titre de 2015, inchangé depuis 3 ans) au titre de l'exercice 2016. Le détachement de l'acompte aura lieu le 28 novembre 2016 avec un paiement le 30 novembre 2016.

Structure financière du périmètre holding

Le périmètre holding de Rallye comprend Rallye et ses filiales détenues à 100% ayant une activité de holding et détenant les titres Casino, Groupe GO Sport et le portefeuille d'investissements.

- **Dette nette du périmètre holding de Rallye**

La dette nette du périmètre holding de Rallye s'établit à 2 933 M€ au 30 juin 2016.

Cette dette est constituée de financements obligataires (1 829 M€) et bancaires (520 M€) pour un montant brut de 2 349 M€, de lignes de crédit tirées pour 413 M€, auxquels s'ajoutent l'encours de billets de trésorerie au 30 juin 2016 (143 M€) ainsi que concours bancaires courants, intérêts courus et des retraitements IFRS, pour un montant total de 28 M€.

Le coût de l'endettement financier net du périmètre holding de Rallye poursuit sa baisse au premier semestre 2016, à 50 M€ contre 57 M€ un an plus tôt. Rallye a poursuivi au cours du semestre l'optimisation de ses frais financiers en arbitrant entre ses ressources disponibles, notamment par le rachat de 35 M€ de l'obligation d'échéance 2021 et la mise en place de financements bancaires au coût moins élevé que l'obligataire.

- **Portefeuille d'investissements du périmètre holding de Rallye**

¹ Reverse factoring Brésil : requalification en DFN de la dette conventionnée de Via Varejo pour 389 M€

² Périmètre : Casino Guichard Perrachon société mère, activités françaises et holdings détenus à 100 %

Dette financière de Casino en France S1 2015 au périmètre S1 2016

³ Prix de cession hors dividende couru (31 M€) lequelest présenté dans le FCF conformément à 2015

⁴ Net de 41 M€ de frais de transaction

⁵ Les émissions obligataires ou le programme de billets de trésorerie ne sont adossés à aucun actif

⁶ Au 30/06/2016, 210M€ de prêts bancaires nécessitaient des nantissements d'actions Casino

⁷ Au 30/06/2016, 350 M€ de lignes de crédit tirées nécessitaient des nantissements

Au 30 juin 2016, le portefeuille d'investissements s'élève à 96 M€ contre 102 M€ au 31 décembre 2016. La réduction de valeur du portefeuille au cours du 1^{er} semestre 2016 s'explique notamment par les 5 M€ d'encaissements nets¹ reçus au cours du semestre.

Résultats de la société mère

Le chiffre d'affaires de la société Rallye s'est élevé à 0,9 M€ au 30 juin 2016, contre 0,3 M€ au 30 juin 2015.

Le résultat net de la société Rallye s'élève à 87,0 M€ contre un résultat net de 63,3 M€ au 30 juin 2015.

La société Rallye a procédé à l'affectation de 12 000 actions à l'objectif d'annulation. Ces actions étaient précédemment affectées à la couverture de stock-options arrivées à échéance et non exercées.

¹ Encaissements nets des appels de capitaux.

Principales transactions entre parties liées

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2015 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 avril 2016 sous le numéro D.16-0368. Elles concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché. Les transactions avec les parties liées personnes physiques (administrateurs, mandataires sociaux et les membres de leur famille) n'ont pas de caractère significatif. Il en est de même pour les transactions avec les sociétés mères.

Au 30 juin 2016, la société Foncière Euris détient 55,3% du capital de Rallye et 70,3% des droits de vote.

La principale opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le versement du dividende de l'exercice 2015, versé en numéraire pour un montant de 49 M€.

Rallye bénéficie du conseil de la société Euris, maison mère du Groupe avec laquelle une convention de conseil et d'assistance en matière stratégique a été conclue en 2003.

Davantage de détail sur les transactions entre parties liées est disponible en notes 3.3.3 et 12 de l'annexe aux comptes.

Les relations avec les parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2015 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2016

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques qui font l'objet d'une description dans le Document de référence de Rallye afférent à l'exercice 2015, disponible sur le site internet du groupe, et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 19 avril 2016 sous le numéro D.16-0368.

Evolutions et perspectives

- Au second semestre 2016, **Casino** poursuivra le déploiement de ses priorités stratégiques :
 - En **France**, le Groupe Casino poursuivra une croissance de son chiffre d'affaires et une amélioration de sa rentabilité. Le Groupe confirme l'objectif de ROC annuel de 500 M€ en France en 2016 sous réserve de la poursuite des tendances de consommation.
 - En **Amérique latine**, le groupe Exito poursuivra son développement sur les différents formats et dans les divers pays où il opère. Au Brésil, la nouvelle politique commerciale sera poursuivie tant en alimentaire (GPA Food) qu'en non-alimentaire (Via Varejo).
- **Rallye** bénéficie d'une situation de liquidité très solide avec 1,8 Md€ de lignes de crédit confirmées, et immédiatement disponibles (dont 1,4 Md€ non utilisées), présentant une maturité moyenne de 4,5 années, notamment suite à l'extension de la maturité de plus de 850 M€ de lignes sur le semestre
- **Rallye confirme sa stratégie de valorisation de ses actifs ainsi que la solidité de sa structure financière**

Annexe : Passage du résultat net publié au résultat net normalisé

Le résultat net normalisé correspond au résultat net des activités poursuivies corrigé (i) des effets des autres produits et charges opérationnels tels que définis dans la partie Principes Comptables de l'annexe annuelle aux comptes consolidés, (ii) des effets des éléments financiers non récurrents ainsi que (iii) des produits et charges d'impôts non récurrents.

Les éléments financiers non récurrents regroupent les variations de juste valeur des dérivés actions (par exemple les instruments de Total Return Swap et forward portant sur les titres GPA) et les effets d'actualisation monétaire de passifs fiscaux brésiliens.

Les produits et charges d'impôts non récurrents correspondent aux effets d'impôt directement liés aux retraitements précédents ainsi que les effets directs d'impôt non récurrents. Ainsi, la charge d'impôt rapportée au résultat normalisé avant impôt correspond au taux d'impôt moyen normatif du Groupe.

(en M€)	S1 2015 retraité ⁽¹⁾			S1 2016		
	S1 2015	Eléments retraités	S1 2015 normalisé	S1 2016	Eléments retraités	S1 2016 normalisé
Résultat opérationnel courant (ROC)	373	-	373	306	-	306
Autres produits et charges opérationnels	68	(68)	-	(531)	531	-
Résultat opérationnel	441	(68)	373	(224)	531	307
Coût de l'endettement financier net	(152)	-	(152)	(189)	-	(189)
Autres produits et charges financiers	(318)	183	(135)	(95)	(44)	(139)
Charge d'impôt	37	(110)	(74)	15	(80)	(65)
Quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises	35	-	35	17	-	17
Résultat net des activités poursuivies	43	5	47	(477)	408	(69)
dont intérêts minoritaires	152	2	154	(236)	258	22
Dont part du Groupe	(110)	3	(106)	(241)	149	(92)

(1) Les comptes du S1 2015 ont été retraités de la cession des activités en Thaïlande et au Vietnam

3 – ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS AU 30 JUIN 2016

Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	Notes	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité ⁽¹⁾
Activités poursuivies			
Chiffre d'affaires, hors taxes	5	20 025	21 909
Coût d'achat complet des marchandises vendues		(15 079)	(16 574)
Marge commerciale		4 946	5 335
Autres revenus		241	258
Coûts des ventes	6,2	(4 117)	(4 431)
Frais généraux et administratifs	6,2	(764)	(787)
Résultat opérationnel courant	5,1	306	373
Autres produits opérationnels	6,3	44	380
Autres charges opérationnelles	6,3	(575)	(312)
Résultat opérationnel		(224)	441
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	9.3.1	68	100
Coût de l'endettement financier brut	9.3.1	(257)	(252)
Coût d'endettement financier net		(189)	(152)
Autres produits financiers	9.3.2	155	127
Autres charges financières	9.3.2	(250)	(446)
Résultat avant impôt		(509)	(29)
Produit (charge) d'impôt	7	15	37
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	17	35
Résultat net des activités poursuivies		(477)	43
Propriétaires de la société		(241)	(110)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		(236)	152
Activités abandonnées			
Résultat net des activités abandonnées	3.2.2	2 900	101
Propriétaires de la société		1 464	30
Intérêts ne donnant pas le contrôle		1 436	71
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 424	143
Propriétaires de la société		1 223	(80)
Intérêts ne donnant pas le contrôle	10.2	1 201	223

En euros

Résultat par action attribuable aux propriétaires de la société			
Résultat net des activités poursuivies			
De base		(4,97)	(2,26)
Dilué		(4,97)	(2,44)
Résultat net de l'ensemble consolidé			
De base		25,24	(1,64)
Dilué		25,12	(1,83)

1. Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)

Etat consolidé du résultat global

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2016	1^{er} semestre 2015 retraité⁽¹⁾
Résultat net de l'ensemble consolidé	2 424	143
Couverture de flux de trésorerie	(18)	6
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	47	
Ecarts de conversion ⁽²⁾	1 193	(639)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(1)	
Quote-part des éléments recyclables issus des entreprises associées et coentreprises	20	(10)
Effets d'impôt	(12)	(2)
Eléments recyclables ultérieurement en résultat	1 229	(645)
Ecarts actuariels	(4)	2
Effets d'impôt	2	(1)
Eléments non recyclables en résultat	(2)	1
Autres éléments du résultat global nets d'impôt	1 227	(644)
Résultat global total :	3 651	(501)
Propriétaires de la société	1 455	(199)
Intérêts ne donnant pas le contrôle	2 196	(302)

1. *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités (note 1.3)*
2. *Les incidences liées à la cession des activités thaïlandaises et vietnamiennes sont présentées en note 3.2.2*
3. *La variation positive du 1^{er} semestre 2016 de 1 193 millions d'euros résulte principalement de l'appréciation de la monnaie brésilienne pour 1 382 millions d'euros compensée par le recyclage des écarts de conversion des activités thaïlandaises et vietnamiennes et leur recyclage pour un total de -178 millions d'euros (note 3.2.2). La variation négative du 1^{er} semestre 2015 de 639 millions d'euros résultait principalement de la dépréciation des monnaies brésilienne et uruguayenne pour respectivement -660 et -40 millions d'euros compensée par l'appréciation de la monnaie thaïlandaise à hauteur de 68 millions d'euros*

Etat de la Situation Financière consolidée

ACTIFS (<i>En millions d'euros</i>)	Notes ⁽¹⁾	30 juin 2016	31 décembre 2015
Goodwill	8	11 242	11 365
Immobilisations incorporelles	8	4 059	3 672
Immobilisations corporelles	8	8 595	8 810
Immeubles de placement	8	371	777
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	3.3.1	671	632
Autres actifs non courants		2 212	2 013
Actifs d'impôts différés		520	491
Total de l'actif non courant		27 670	27 759
Stocks		5 188	5 040
Clients et comptes rattachés		1 745	1 306
Autres actifs courants		1 940	1 630
Autres actifs financiers courants		179	401
Créances d'impôts courants		211	189
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9.1	4 186	4 667
Actifs détenus en vue de la vente	3.2.1	17	538
Total de l'actif courant		13 465	13 770
Total de l'actif		41 134	41 530

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS (<i>En millions d'euros</i>)	Notes ⁽¹⁾	30 juin 2016	31 décembre 2015
Capital	10.1	146	146
Réserves et résultat attribuables aux propriétaires de la société		1 644	283
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société		1 791	429
Intérêts ne donnant pas le contrôle		11 043	10 145
Capitaux propres	10	12 834	10 575
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		310	311
Autres provisions non courantes	11	771	542
Passifs financiers non courants	9.2	10 161	11 722
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		43	50
Autres dettes non courantes		838	805
Passifs d'impôts différés		1 220	1 225
Total du passif non courant		13 343	14 656
Provisions pour retraites et engagements assimilés non courantes		10	9
Autres provisions courantes	11	185	194
Fournisseurs		6 200	8 162
Passifs financiers courants	9.2	4 164	3 308
Dettes liées aux engagements de rachat d'intérêts ne donnant pas le contrôle		111	102
Dettes d'impôts exigibles		85	93
Autres dettes courantes		4 204	4 247
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente	3.2.1		184
Total du passif courant		14 958	16 299
Total des capitaux propres et passifs		41 134	41 530

1. « La juste valeur des instruments financiers » est présentée en note 9.4.

Etat des flux de trésorerie consolidés

<i>En millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	1^{er} semestre 2016	1^{er} semestre 2015 retraité⁽¹⁾
Résultat net attribuable aux propriétaires de la société		1 223	(80)
Intérêts ne donnant pas le contrôle		1 201	224
Résultat net de l'ensemble consolidé		2 424	144
Dotations aux amortissements et provisions		534	403
Pertes / (gains) latents liés aux variations de juste valeur	9.3.2	(54)	172
Charges / (produits) calculés liés aux stocks options et assimilés		6	6
Autres charges et produits calculés		19	11
Résultats sur cessions d'actifs		21	(16)
Pertes / (profits) liés à des variations de parts d'intérêts de filiales avec prise / perte de contrôle ou de participations ne donnant pas le contrôle		49	(257)
Résultats de cession des activités abandonnées net d'impôt	3.2.2	(2 872)	
Transactions sans effet de trésorerie liées aux activités abandonnées		36	104
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	(17)	(35)
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	3.3.1	21	33
Coût de l'endettement financier net	9.3.1	189	152
Coûts de mobilisation de créances	9.3.2	138	152
Capacité d'Autofinancement (CAF)		494	869
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	7	(15)	(37)
Impôts versés		(115)	(111)
Variation du Besoin en Fond de Roulement	4.1	(2 555)	(1 754)
Flux de trésorerie net généré par l'activité (A)⁽²⁾		(2 191)	(1 033)
Acquisition d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement		(677)	(721)
Cession d'immobilisations corporelles, incorporelles et immeubles de placement		121	31
Acquisition d'actifs financiers		(9)	(18)
Cession d'actifs financiers		14	5
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle (note 4.2)		3 704	(121)
Incidence des variations de périmètre en lien avec des coentreprises et des entreprises associées		1	
Variation des prêts et avances consentis		5	3
Flux de trésorerie net lié aux opérations d'investissement (B)⁽²⁾		3 159	(821)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	10.3	(89)	(89)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	10.2	(203)	(316)
Dividendes versés aux porteurs de TSSDI	10.3	(42)	(42)
Augmentations et diminutions de capital en numéraire		(7)	1
Transactions entre le Groupe et les intérêts ne donnant pas le contrôle	4.3	(28)	(49)
Ventes et achats de titres auto-détenus		10	9
Variations d'actifs financiers rattachés à la dette		30	(5)
Emissions d'emprunts	4.4	1 167	1 772
Remboursement d'obligations remboursables en actions	2	(500)	
Remboursements d'emprunts	4.4	(1 873)	(2 253)
Intérêts financiers nets versés		(261)	(396)
Flux de trésorerie net lié aux opérations de financement (C)⁽²⁾		(1 796)	(1 368)
Incidence des variations de cours des devises (D)		334	(187)
Variation de trésorerie (A+B+C+D)		(494)	(3 409)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets d'ouverture (F)		4 599	7 512
Trésorerie nette des activités détenues en vue de la vente		(129)	
Trésorerie nette d'ouverture présentée au bilan	9.1	4 470	7 512
Trésorerie nette de clôture		4 105	4 103
Trésorerie nette de clôture des activités détenues en vue de la vente (E)		4 105	
Trésorerie nette de clôture présentée au bilan (G)	9.1	4 105	4 103
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie (G-E-F)		(494)	(3 409)

1. Les comptes antérieurement publiés ont été retraités suite au changement de présentation du résultat financier (note 1.3) et pour un montant non significatif suite à la finalisation de l'allocation du prix lié à la prise de contrôle du sous-groupe Disco
2. Les flux de trésorerie liés essentiellement aux activités abandonnées thaïlandaises et vietnamiennes sont présentés en note 3.2

Tableau de variation des capitaux propres consolidés

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto détenus	Réserves et résultats consolidés	Couverture de flux de trésorerie	Couverture d'investissement net	Ecart de conversion	Ecart actuariels	Actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres attribuables aux propriétaires ⁽¹⁾	Intérêts ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Au 1er janvier 2015	146	1 440	(19)	136	11	(15)	(416)	(16)	68	1 334	12 601	13 935
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				25			(119)		(25)	(119)	(526)	(645)
Résultat net de l'ensemble consolidé au 30 juin 2015				(80)						(80)	224	144
Total des produits et charges comptabilisés				(55)			(119)		(25)	(199)	(302)	(501)
Opérations sur capital											1	1
Opérations sur titres auto détenus			19	(6)						13	(1)	12
Dividendes distribués ⁽²⁾				(89)						(89)	(264)	(353)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales ⁽³⁾											154	154
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁴⁾				(4)						(4)	(85)	(89)
Autres mouvements				(8)						(8)	(29)	(37)
Au 30 juin 2015 retraité⁽⁵⁾	146	1 440		(26)	11	(15)	(535)	(16)	43	1 047	12 075	13 122
Au 1er janvier 2016	146	1 440	(14)	(86)	11	(16)	(1 048)	(28)	25	429	10 145	10 575
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					(9)	16	229	(2)	(2)	232	995	1 227
Résultat net de l'ensemble consolidé au 31 décembre 2015				1 223						1 223	1 201	2 424
Total des produits et charges comptabilisés				1 223	(9)	16	229	(2)	(2)	1 455	2 196	3 651
Opérations sur capital											(5)	(5)
Opérations sur titres auto détenus			13	(4)						9	(1)	8
Dividendes distribués ⁽²⁾				(89)						(89)	(226)	(315)
Variation des parts d'intérêts liées à la prise ou perte de contrôle des filiales ⁽³⁾				6						6	(504)	(498)
Variation des parts d'intérêts sans prise ou perte de contrôle des filiales ⁽⁴⁾				(4)			(12)			(16)	(514)	(530)
Autres mouvements				(4)						(4)	(49)	(53)
Au 30 juin 2016	146	1 440	(1)	1 042	2		(831)	(30)	23	1 791	11 043	12 834

1. *Attribuable aux actionnaires de Rallye.*
2. *En 2016 Rallye a distribué 89 millions d'euros de dividende à ses actionnaires (note 10.2), les principales filiales Casino, Éxito et l'Uruguay ont versé, aux intérêts ne donnant pas le contrôle, respectivement 172, 31 et 22 millions d'euros (note 10.2).
En 2015 Rallye a distribué 89 millions d'euros de dividende à ses actionnaires (note 10.2), les principales filiales Casino, Éxito et Big C ont versé, aux intérêts ne donnant pas le contrôle, respectivement - 182,44 et 24 millions d'euros.*
3. *L'incidence négative de 498 millions d'euros correspond essentiellement à la cession des activités vietnamiennes et thaïlandaises (note 3.1.1). Sur le 1^{er} semestre 2015, la prise de contrôle de Disco a entraîné une réévaluation de 154 millions d'euros des intérêts ne donnant pas le contrôle de Disco*
4. *L'incidence négative de 530 millions d'euros correspond essentiellement à l'exercice de l'option de rachat de l'ORA Monoprix (note 2) ainsi qu'aux acquisitions de titres Éxito et GPA décrites dans les notes 3.1.2 et 3.1.3. Sur le 1^{er} semestre 2015, la variation négative de 89 millions d'euros correspondait essentiellement à l'incidence de la promesse d'achat portant sur les titres Disco suite à la prise de contrôle.*
5. *Les comptes antérieurement publiés ont été retraités pour un montant non significatif suite à la finalisation de l'allocation de prix lié à la prise de contrôle du sous-groupe Disco*

Annexe aux comptes consolidés intermédiaires au 30 juin 2016

Rallye est une société anonyme immatriculée en France et cotée sur Euronext Paris, compartiment B. La société et ses filiales sont ci-après dénommées « le Groupe » ou « le groupe Rallye ».

Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les coentreprises et les entreprises associées.

En date du 28 juillet 2016, le Conseil d'administration a établi et autorisé la publication des états financiers consolidés du groupe Rallye pour le semestre se terminant le 30 juin 2016.

Note 1 Principes comptables généraux

1.1 Référentiel

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés résumés du groupe Rallye au 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes internationales d'information financière IFRS (International Financial Reporting Standards) publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les états financiers consolidés semestriels se lisent en complément des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015, tels qu'ils figurent dans le document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 19 avril 2016 sous le numéro D.16-0368.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2015 du groupe Rallye sont disponibles sur demande auprès des services financiers de la société situés 32, rue de Ponthieu à Paris 8^{ème}, ou sur le site internet www.rallye.fr.

Les états financiers consolidés semestriels présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire »). Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers intermédiaires résumés sont identiques à celles appliquées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2015, à l'exception du changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances (note 9.3) et des changements comptables liés aux nouveaux textes applicables à compter du 1^{er} janvier 2016. Ces nouveaux textes, présentés ci-dessous, n'ont pas d'incidence matérielle sur les états financiers du Groupe.

Normes, amendements de normes et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne à partir de l'exercice ouvert au 1^{er} janvier 2016

L'Union européenne a adopté les textes suivants qui sont d'application obligatoire par le Groupe pour son exercice ouvert le 1^{er} janvier 2016 :

- Améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2010-2012 : ces amendements de normes sont d'application prospective. Les normes concernées sont notamment:
 - IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions :
Ces amendements viennent préciser la définition de « conditions d'acquisition » par la définition séparée de « condition de performance » et « condition de service ».
 - IFRS 3 – Regroupements d'entreprises :
Ces amendements viennent préciser certains aspects de la comptabilisation de la « contrepartie éventuelle » et modifient en conséquences les normes IFRS 9 – Instruments financiers, IAS 37 – Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels et IAS 39 – Instruments financiers : comptabilisation et évaluation.
 - IAS 8 – Secteurs opérationnels :
Ces amendements modifient les paragraphes suivants :
Paragraphe 22 : il doit être fourni les jugements sur lesquels s'est basée la direction lors de l'application des critères de regroupements du paragraphe 12 de la norme ;
Paragraphe 28 : il est précisé que l'entité doit présenter le rapprochement entre le total des actifs des secteurs à présenter et le total des actifs de l'entité, si l'entité indique des actifs par secteur en application du paragraphe 23.
 - IAS 24 – Informations relatives aux parties liées :
Ces amendements viennent préciser que parmi les entités considérées comme étant une partie liée, est ajoutée le cas de figure de l'entité, ou de tout membre du groupe dont ils font partie, qui fournit des prestations de direction à l'entité de reporting. Dans ce cas de figure, l'entité de reporting est exemptée de fournir le montant des rémunérations versées aux principaux dirigeants par l'entité en application du paragraphe 17 mais doit indiquer le montant des honoraires versés à l'entité prestataire de services.
- améliorations annuelles des normes IFRS – cycle 2012-2014 : les normes concernées sont notamment :
 - IAS 34 – Information financière intermédiaire :
Ces amendements sont d'application rétrospective. Ils précisent l'expression "ailleurs dans le rapport financier intermédiaire" du paragraphe 16A, en exigeant une référence croisée au niveau des états financiers intermédiaires

A

permettant au lecteur de localiser l'information lorsqu'elle se trouve dans le rapport financier intermédiaire mais pas dans les notes aux états financiers.

➤ Amendements IAS 1 – Initiative informations à fournir :

Ces amendements viennent préciser les dispositions sur deux points :

- l'application de la notion de matérialité, en précisant qu'elle s'applique aux états financiers y compris les notes annexes et que l'inclusion d'informations non significatives peut être nuisible à leur compréhension,
- l'application du jugement professionnel, en modifiant à la marge certaines formulations considérées comme prescriptives et ne laissant de ce fait pas de place au jugement.

1.2 Base de préparation et de présentation des comptes consolidés

1.2.1 Bases d'évaluation

Les états financiers sont présentés en euros qui est la monnaie fonctionnelle de la maison mère. Les tableaux comportent des données arrondies individuellement au million d'euros. Les calculs arithmétiques effectués sur la base des éléments arrondis peuvent présenter des divergences avec les agrégats ou sous-totaux affichés.

1.2.2 Recours à des estimations et au jugement

La préparation des états financiers consolidés requiert, de la part de la Direction, l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses susceptibles d'avoir une incidence sur les montants d'actifs, passifs, produits et charges figurant dans les comptes, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Les hypothèses ayant par nature un caractère incertain, les réalisations pourront s'écarter des estimations. Le Groupe revoit régulièrement ses estimations et appréciations de manière à prendre en compte l'expérience passée et à intégrer les facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Dans le cadre de l'élaboration de ces comptes semestriels consolidés, les principaux jugements effectués par la Direction ainsi que les principales hypothèses retenues sont les mêmes que ceux appliqués lors de l'élaboration des états financiers consolidés clos le 31 décembre 2015.

Les principaux jugements et estimations de la période portent sur :

- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;

Par ailleurs les jugements, estimations et hypothèses retenus par les filiales opérationnelles portent en particulier sur :

- les dépréciations des actifs non courants et goodwill (note 8) ;
- les valeurs recouvrables des impôts différés actifs ;
- les provisions pour risques (note 11), notamment fiscaux et sociaux, ainsi que la valeur recouvrable des crédits d'impôt ou de taxes (TVA ou assimilés) (notamment note 5.1) ;

1.3 Retraitement de l'information comparative

Le tableau ci-dessous présente les incidences des activités abandonnées (note 3.1.1), du changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier (note 9.3) et de la finalisation de l'allocation du prix suite à la prise de contrôle de Disco sur le compte de résultat consolidé du 30 juin 2015 par rapport à ce même état publié fin juillet 2015.

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2015 publié	Activités abandonnées	Finalisation allocation du prix Disco	Mobilisation de créances sans recours	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Chiffre d'affaires	23 995	(2 087)			21 909
Résultat opérationnel courant	507	(133)			373
Résultat opérationnel	576	(133)	(2)		441
Résultat financier	(480)	10			(470)
<i>Coût de l'endettement financier net</i>	<i>(315)</i>	<i>12</i>		<i>152</i>	<i>(152)</i>
<i>Autres produits et charges financiers</i>	<i>(165)</i>	<i>(1)</i>		<i>(152)</i>	<i>(318)</i>
Résultat avant impôt	96	(123)	(2)		(29)
Produit (Charge) d'impôt	10	26			37
Résultat net des activités poursuivies	141	(97)	(1)		43
Résultat net des activités abandonnées	4	97			101
Résultat net de l'ensemble consolidé	144		-1		143
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>(80)</i>				<i>(80)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>224</i>		<i>-1</i>		<i>223</i>

Note 2 **Faits marquants**

➤ **Cession des activités en Thaïlande et au Vietnam (note 3.1.1)**

➤ **Evolution de la notation de crédit de l'agence Standard & Poor's**

Standard & Poor's a annoncé le 21 mars 2016 la dégradation de la notation de Casino de BBB- à BB+ perspective stable. Cette dégradation fait suite à l'annonce par l'agence le 15 janvier 2016 de la « mise sous revue » (CreditWatch) de la notation BBB- du groupe Casino, dans le contexte des difficultés rencontrées par les pays émergents et la récession que connaît le Brésil.

Cette modification de la note a pour conséquence une augmentation de 1,25% du coupon annuel payé sur les emprunts obligataires du groupe Casino. Cette augmentation est effective à partir du jour suivant la date de paiement du coupon annuel sur chacune des émissions obligataires. L'impact de cette clause, non significatif au premier semestre 2016, est estimé autour de 15 millions d'euros sur l'année 2016 et légèrement supérieur à 70 millions d'euros en année pleine (en prenant en compte l'effet des rachats obligataires intervenus sur le premier semestre et décrits ci-dessous). Cette dégradation de la notation de Casino n'a aucune conséquence sur l'exigibilité des dettes de Casino et il n'existe aucun covenant lié à la notation de Casino.

➤ **Exercice de l'option d'achat sur les ORA Monoprix**

Le 3 mai 2016, Casino a exercé son option d'achat sur la totalité des obligations remboursables en action (« ORA ») émises par Monoprix en décembre 2013, et souscrites par Crédit Agricole CIB. Cette opération a été réalisée le 10 mai 2016 avec un prix d'exercice de 508 millions d'euros (dont 500 millions d'euros de nominal et 8 millions d'euros d'intérêts) et a généré un produit financier de 13 millions d'euros reconnu en « Coût de l'endettement financier net » ainsi qu'un impact sur les capitaux propres consolidés de -502 millions d'euros (dont -461 millions d'euros sur les intérêts ne donnant pas le contrôle et -41 millions d'euros sur les capitaux propres part du Groupe).

➤ **Projet de lancement d'une offre publique d'achat des actions de Cnova N.V.**

Le 12 mai 2016, le groupe Casino a annoncé son projet de lancer une offre publique d'achat volontaire sur les actions ordinaires de Cnova N.V. détenues par les actionnaires du flottant à un prix de 5,5 dollars américains par action soit un montant maximal total d'environ 196 millions de dollars américains. Cette offre est notamment conditionnée à la réalisation de l'opération de rapprochement des activités de Cnova Brésil avec Via Varejo. Au terme de ce projet, Cnova détiendrait exclusivement Cdiscount. Via Varejo absorberait Cnova Brésil et cesserait d'être actionnaire de Cnova ce qui conduirait GPA à perdre le contrôle de Cnova. Cette opération qui pourrait intervenir au cours du 2^{ème} semestre 2016, reste toutefois conditionnée à la bonne fin des négociations en cours pour s'assurer du soutien des actionnaires minoritaires de Via Varejo.

Cette réorganisation potentielle étant réalisée entre sociétés intégrées globalement, ses effets sur les comptes consolidés du groupe Casino seraient éliminés à l'exception des éventuels effets fiscaux et frais liés au projet.

➤ **Protocole d'accord avec la famille Baud et prise de contrôle de la société Geimex**

Le 25 mai 2016, le groupe Casino et la famille Baud ont conclu un protocole d'accord transactionnel mettant fin à l'ensemble des actions contentieuses qui les opposaient depuis 2007. Cet accord prévoit notamment le rachat par le groupe Casino de la participation de 50% détenue par la famille Baud dans la société Geimex, propriétaire de la marque Leader Price à l'international et jusqu'à présent contrôlée conjointement par les deux parties. Cette prise de contrôle est soumise à des conditions suspensives dont l'autorisation des autorités de la concurrence et sera donc effective une fois ces conditions suspensives levées.

➤ **Rachat de titres obligataires**

Suite à une offre de rachat obligataire lancée par le groupe Casino, des obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026 ont été rachetées et annulées le 15 juin 2016 pour des montants notionnels respectivement de 134, 158 et 245 millions d'euros.

Par ailleurs, le groupe Casino a procédé au cours du premier semestre au rachat sur le marché de titres obligataires de même maturité que ci-dessus pour une valeur notionnelle globale de 108 millions d'euros (13, 42 et 53 millions d'euros respectivement sur les obligations de maturité janvier 2023, février 2025 et août 2026).

L'incidence comptable de l'ensemble de ces opérations de rachat se résume ainsi :

- Diminution de la dette financière brute y compris composante de réévaluation liée aux couvertures : 665 millions d'euros (note 9.2.2) ;
- Diminution des dérivés de couverture : 20 millions d'euros (note 9.2.2) ;
- Reconnaissance d'un gain de 38 millions d'euros présenté en « Coût de l'endettement » (note 9.3.1)

Suite à ces opérations et au remboursement de l'obligation de maturité avril 2016, la maturité moyenne des dettes obligataires est passée de 5,8 années à fin 2015 à 5,3 années au 30 juin 2016.

➤ **Irrégularités dans la filiale Cnova Brazil**

La finalisation des investigations a abouti à la reconnaissance d'une charge nette complémentaire de 35 millions d'euros présentée en « Autres charges opérationnelles » (note 6.3). Cette charge comprend principalement la dépréciation d'actifs incorporels pour 16 millions d'euros, des ajustements de « cut-off » pour 10 millions d'euros et une mise au rebut d'actifs immobilisés corporels pour 5 millions d'euros. Le groupe Casino a estimé que la quote-part de ces ajustements correspondant à des erreurs sur les exercices passés n'était pas suffisamment significative pour justifier un retraitement des comptes antérieurement publiés. La filiale a enregistré son rapport annuel 20-F auprès de la SEC le 21 juillet dernier.

Note 3 Périmètre de consolidation

3.1 Opérations de périmètre du 1^{er} semestre 2016

3.1.1 Cession des activités en Asie

➤ Cession des activités thaïlandaises

Le 14 janvier 2016, le groupe Casino a annoncé son intention de céder sa participation dans sa filiale Big C Supercenter PCL, cotée en Thaïlande (« Big C »). La cession a été réalisée le 21 mars 2016 à l'une des filiales du groupe TCC, le groupe BJC. Le produit de cette cession s'élève à 3 068 millions d'euros net de frais générant une plus-value de cession nette d'impôt de 2 315 millions d'euros (note 3.2).

Par ailleurs, dans le cadre de cette transaction, Cnova a procédé à la cession de ses intérêts économiques dans Cdiscount Thaïlande au groupe BJC pour un montant de 28 millions d'euros net de frais (y compris le remboursement d'un prêt pour 6 millions d'euros) générant ainsi une plus-value de cession nette d'impôt de 27 millions d'euros (note 3.2).

➤ Cession des activités vietnamiennes

Le 29 avril 2016, le groupe Casino a annoncé la réalisation de la cession de Big C Vietnam au groupe Central pour une valeur d'entreprise de 1 milliard d'euros. La décision de céder les activités au Vietnam avait été prise en fin d'année 2015 et de ce fait, les actifs et les passifs attachés aux activités E-commerce et Retail du sous-groupe au Vietnam avaient été classés en actifs détenus en vue de la vente au 31 décembre 2015. Le produit de cession pour le groupe Casino s'élève à 879 millions d'euros net de frais de cession générant une plus-value de cession nette d'impôt de 528 millions d'euros (note 3.2).

Consécutivement à la cession de ces activités en Thaïlande et au Vietnam qui représentaient la totalité du secteur opérationnel « Asie » et une partie du secteur opérationnel « E-commerce », et en application de la norme IFRS 5 – Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées, le Groupe a présenté le résultat net après impôt des activités en Thaïlande et au Vietnam ainsi que la plus-value générée sur la cession de ces activités sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net des activités abandonnées ».

Par ailleurs, le compte de résultat consolidé au 30 juin 2015 a été retraité afin de présenter les activités abandonnées séparément des activités poursuivies (notes 1.3 et 3.2). Les flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement des activités abandonnées sont également présentés en note 3.2.

3.1.2 Acquisition de titres Exito

Entre le 1er mars et le 28 mars 2016, le groupe Casino a acquis 2,4 millions de titres de sa filiale Exito pour un montant total de 11 millions de dollars US (soit 10 millions d'euros) (note 4.3) portant sa participation de 54,77% à 55,30%. L'incidence de ces opérations sur les capitaux propres part du Groupe s'élève à 3 millions d'euros et sur les intérêts ne donnant pas le contrôle à -14 millions d'euros.

3.1.3 Acquisition de titres GPA

En juin 2016, le groupe Casino a procédé à l'acquisition de 970 milliers d'actions de préférence pour un montant de 11 millions d'euros (note 4.3) représentant environ 0,4% du capital de GPA. L'incidence de ces opérations sur les capitaux propres part du Groupe s'élève à 3 millions d'euros et sur les intérêts ne donnant pas le contrôle à -14 millions d'euros.

3.1.4 Opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price

Dans le cadre de la poursuite de projets de redéploiement des franchisés chez Franprix-Leader Price, la filiale a cédé au cours de la période à deux masterfranchisés un ensemble de magasins Franprix et Leader Price dont la gestion en mode intégré était déficitaire. Les magasins ont été cédés à hauteur de 51 % générant une perte nette de -65 millions d'euros reconnue en « Autres charges opérationnelles » (note 6.3). Si ces cessions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2016, l'incidence sur le chiffre d'affaires aurait été de -33 millions d'euros ; l'incidence sur le résultat avant impôt aurait été nulle.

Parallèlement, les mêmes masterfranchisés ont pu investir dans un ensemble de magasins Franprix et Leader Price bénéficiaires à hauteur de 49 %. Ces cessions sans perte de contrôle n'ont pas d'impact significatif sur les capitaux propres part du Groupe.

Par ailleurs, Franprix-Leader Price a pris le contrôle de différents sous-groupes sur le 1^{er} semestre 2016. Les montants décaissés pour ces acquisitions s'élèvent à 8 millions d'euros et ont généré un goodwill provisoire de 8 millions d'euros. Ces sous-groupes étant antérieurement mis en équivalence dans les comptes consolidés du groupe Casino, la réévaluation conformément à IFRS 3, de la quote-part antérieurement détenue, a généré un produit de 3 millions d'euros.

La contribution des activités de ces sous-groupes au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt du groupe Casino pour la période est respectivement de 4 et -3 millions d'euros.

Si ces acquisitions avaient été réalisées dès le 1^{er} janvier 2016, la contribution additionnelle au chiffre d'affaires et au résultat net avant impôt aurait été respectivement de 3 et -1 millions d'euros.

3.2 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

3.2.1 Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs détenus en vue de la vente et les passifs rattachés s'élèvent à 17 et 0 millions d'euros au 30 juin 2016 (au 31 décembre 2015 : respectivement 538 et 184 millions d'euros). Ils étaient composés principalement des actifs Retail et E-commerce du sous-groupe au Vietnam au 31 décembre 2015. La variation à la baisse s'explique par les opérations décrites en notes 3.1.1.

3.2.2 Activités abandonnées

Le résultat des activités abandonnées composé essentiellement des activités thaïlandaises et vietnamiennes (notes 3.1.1) est présenté ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2016 ⁽¹⁾	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Chiffres d'affaires, hors taxes	747	2 087
Charges	(709)	(1 958)
Résultat avant impôt	38	128
Charge d'impôt	(8)	(28)
Résultat net	30	101
Résultat de cession des activités abandonnées	2 899	
<i>Prix de cession</i>	4 054	
<i>Frais relatifs aux cessions</i>	(86)	
<i>Actif net comptable cédé</i>	(1 160)	
<i>Recyclage des autres éléments du résultat global</i>	91	
Impôt sur cession des activités abandonnées	(28)	
Résultat net des activités abandonnées ⁽²⁾	2 900	101
Résultat de base par action, des activités abandonnées au niveau du groupe Casino	25,88	0,89
Résultat dilué par action, des activités abandonnées au niveau du groupe Casino	25,88	0,89

1. Représente principalement 2 mois d'activité avant la cession effective des activités thaïlandaises en date du 21 mars 2016 et 4 mois d'activités avant la cession effective des activités vietnamiennes en date du 29 avril 2016.
2. Le résultat des activités abandonnées de la période qui s'élève à 2 900 millions d'euros est attribuable à hauteur de 1 464 millions d'euros à la part du Groupe et à hauteur de 1 436 millions d'euros aux intérêts ne donnant pas le contrôle (sur le 1^{er} semestre 2015 : 101 millions d'euros attribuable à hauteur de 30 millions d'euros à la part du Groupe et à hauteur de 71 millions d'euros aux intérêts ne donnant pas le contrôle)

Au niveau du groupe Rallye, le résultat de base par actions des activités abandonnées part du groupe Rallye est de 30,2 euros au 30 juin 2016 et 0,61 euro au 30 juin 2015.

Les autres éléments du résultat global relatifs aux activités abandonnées thaïlandaises et vietnamiennes sont présentés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(148)	86
Écarts de conversion	(178)	86
Couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger	47	
Effets d'impôt	(17)	
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat	5	
Écarts actuariels	6	
Effets d'impôt	-1	
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités abandonnées	(143)	86

Les flux de trésorerie liés aux activités abandonnées thaïlandaises et vietnamiennes sont présentés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	1 ^{er} semestre 2016	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(209)	103
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	3 737	-75
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	340	-42
Flux nets de la période	3 868	(14)

Les incidences des cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes sur l'état de la situation financière consolidée du groupe Casino sont présentées ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	2016 ⁽¹⁾
Goodwill, immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	1 940
Autres actifs non courants	161
Actifs non courants	2 100
Autres actifs courants	451
Trésorerie et équivalent de trésorerie	118
Actifs détenus en vue de la vente (Vietnam) ⁽²⁾	460
Actifs courants	1 029
TOTAL ACTIFS	3 130
Passifs financiers non courants	145
Autres passifs non courants	78
Passifs non courants	223
Passifs financiers courants	355
Fournisseurs	486
Autres passifs courants	202
Passifs associés à des actifs détenus en vue de la vente (Vietnam) ⁽³⁾	144
Passifs courants	1 187
TOTAL PASSIFS	1 410
ACTIF NET	1 719
<i>Dont actif net part du Groupe</i>	<i>1 160</i>
<i>Dont actif net des intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>559</i>
Contrepartie reçue nette de frais décaissés (note 4.2)	3 985
Trésorerie et équivalent de trésorerie cédés (note 4.2)	225
Entrée nette de trésorerie (note 4.2)	3 759

1. A la date de perte de contrôle de chacune des activités
2. Dont 107 millions d'euros de trésorerie et équivalent de trésorerie
3. Dont 64 millions d'euros d'emprunts et dettes financières

3.3 Participations dans les entreprises associées et les coentreprises

3.3.1 Variation des participations dans les entreprises associées et les coentreprises

En millions d'euros

	Au 1 ^{er} janvier	Perte de valeur	Quote- part de résultat net de la période	Distribution	Autres variations	Clôture
Entreprises associées						
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	122		30	(34)	(30)	88
Banque du Groupe Casino	80		1		(1)	80
Mercialys	457		34	(61)	(55) ⁽¹⁾	376
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	21		(9)		(2)	10
Autres	47		(1)	(1)	(8)	38
Coentreprises						
Disco ⁽²⁾	129				(129)	
Geimex	50		3	(25)		28
Autres	7		14		(9)	12
Exercice 2015	913		73	(121)	(233)	632
Entreprises associées						
Entreprises associées du groupe GPA (FIC & BINV)	88		15		20	123
Banque du Groupe Casino	80		1			81
Mercialys	376		20	(21)		374
Entreprises associées du groupe Franprix-Leader Price	10		(20)		19	9
Autres	38		(1)		5	41
Coentreprises						
Geimex	28		1			29
Autres	12		1			13
1^{er} semestre 2016	632		17	(21)	44	671

1. La variation négative de 55 millions d'euros en 2015 résultait de la neutralisation des plus-values dégagées lors des cessions d'actifs immobiliers de Casino à Mercialys à hauteur de la quote-part détenue dans cette entité.
2. Depuis le 1^{er} janvier 2015, date de prise de contrôle, le sous-groupe Disco est consolidé en intégration globale.

3.3.2 Quote-part des passifs éventuels dans les entreprises associées et les coentreprises

Au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, il n'existe pas de passifs éventuels significatifs dans les entreprises associées et les coentreprises.

3.3.3 Transactions avec les parties liées (entreprises associées et coentreprises)

Les transactions avec les parties liées résumées ci-dessous concernent essentiellement les opérations courantes avec les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) ou un contrôle conjoint (coentreprises) et comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Ces transactions se font sur une base de prix de marché.

En millions d'euros	Transactions du 1 ^{er} semestre				Solde à la clôture			
	Entreprises associées		Coentreprises		Entreprises associées		Coentreprises	
	2016	2015	2016	2015	30 juin 2016	31 décembre 2015	30 juin 2016	31 décembre 2015
Prêts	(2)	21			19	21		
Créances	18	(1)		(11)	73	56	5	5
Dettes	1	(17)	(2)	(4)	13	11	5	7
Charges ⁽¹⁾	57	37	24	20				
Produits ⁽²⁾	76	161	17	8				

1. Dont loyers hors charges locatives au titre de 88 baux signés avec Mercialys (entreprise associée) pour 30 millions d'euros en 2016 (en 2015 : 92 baux pour 19 millions d'euros). Au 31 décembre 2015, les engagements de loyers envers Mercialys portant sur des actifs immobiliers s'élevaient à 99 millions d'euros dont 43 millions d'euros à moins d'un an.

2. Dont dividendes reçus de Mercialys pour 21 millions d'euros (au 30 juin 2015 : 33 millions d'euros) et produits liés aux opérations immobilières avec Mercialys présentés en « Autres revenus » pour 47 millions d'euros (en 2015 : 117 millions d'euros).

Dans le cadre de la convention de partenariat entre Casino et Mercialys et dans la continuité des opérations de cessions d'actifs qui avaient eu lieu en 2014 et 2015, Casino a cédé sur le premier semestre à Mercialys des projets de développements immobiliers (dont 2 sites Monoprix) pour un montant total de 73 millions d'euros générant, après prise en compte de l'élimination à hauteur de la participation détenue dans Mercialys et du taux d'avancement de chaque opération, la reconnaissance d'autres revenus pour 34 millions d'euros et une contribution positive en EBITDA de 16 millions d'euros.

En complément, Mercialys a conclu un accord avec l'OPPCI SEREIT France au travers duquel Mercialys a apporté à la SCI Rennes – Anglet les murs de deux hypermarchés, d'une galerie marchande et d'une moyenne surface, issus d'opérations de cessions de projets de développements immobiliers effectués par Casino à Mercialys en 2014. Cette société est détenue à 30% par Mercialys et 70% par l'OPPCI SEREIT France. Cette opération a conduit à la reconnaissance en « Autres revenus » de 13 millions d'euros au titre de la fraction complémentaire de 70% du résultat de promotion immobilière qui avait été antérieurement éliminée à hauteur de 40% et une contribution en EBITDA de 10 millions d'euros.

Par ailleurs, le groupe Casino bénéficie d'une option d'achat exerçable le 31 juillet 2018, à sa main et sous certaines conditions portant soit (i) sur les actifs immobiliers détenus par la SCI Rennes – Anglet valorisés à un prix fixe de 64 millions d'euros soit (ii) sur les titres de la SCI Rennes – Anglet détenus par l'OPPCI SEREIT France valorisés à la valeur de marché (ANR) de la société, cette dernière prenant en compte une valeur de marché hors droits des actifs immobiliers de 64 millions d'euros.

Note 4 Complément d'information lié au tableau de flux de trésorerie

4.1 Variation du BFR lié à l'activité

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité ⁽¹⁾
Stocks de marchandises	(123)	(14)
Stocks de promotion immobilière	60	(49)
Fournisseurs	(1 810)	(1 279)
Créances clients et comptes rattachés	(396)	58
Créances liées aux activités de crédit	17	88
Financement des activités de crédit	18	(141)
Autres créances / dettes	(321)	(417)
Variation du Besoin en Fond de Roulement (BFR)	(2 555)	(1 754)

1. Comprend les flux liés aux activités abandonnées jusqu'à leur date de cession (note 3.2.)

4.2 Incidence sur la trésorerie des variations de périmètre avec changement de contrôle

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Montant payé pour les prises de contrôle	(43)	(195)
Disponibilités / (découverts bancaires) liés aux prises de contrôle	(10)	47
Montant reçu pour les pertes de contrôle ⁽¹⁾	3 985	27
(Disponibilités) / découverts bancaires liés aux pertes de contrôle ⁽²⁾	(228)	
Incidence des variations de périmètre avec changement de contrôle	3 704	(121)

1. Correspond aux cessions des activités thaïlandaises et vietnamiennes sur la période close au 30 juin 2016
2. Dont 225 millions d'euros relatifs aux activités thaïlandaises et vietnamiennes cédées

Au 30 juin 2016, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résulte principalement des cessions de Big C Thaïlande à hauteur de 2 989 millions d'euros et de Big C Vietnam à hauteur de 770 millions d'euros (note 3.2.2).

Au 30 juin 2015, l'incidence nette de ces opérations sur la trésorerie du Groupe résultait principalement des prises de contrôle de magasins de Super Inter réalisées en 2015 à hauteur de -90 millions d'euros, des sociétés Europrice et Leader Centre Gestion par le sous-groupe Franprix – Leader Price à hauteur respectivement de -18 et -14 millions d'euros, de la trésorerie acquise de Disco à hauteur de 49 millions d'euros ainsi que de l'échange d'actifs dans le cadre de l'accord avec Cafam à hauteur d'un montant net de -17 millions d'euros.

4.3 Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Acquisitions des titres GPA (note 3.1.3)	(11)	
Acquisition des titres Éxito (note 3.1.1)	(10)	
Lanin / Devoto		(17)
Autres	(7)	(32)
Incidence sur la trésorerie des transactions avec les intérêts ne donnant pas le contrôle	(28)	(49)

4.4 Réconciliation entre variation de trésorerie et variation de dette financière nette

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015 retraité
Variation de trésorerie	(494)	(3 409)
Augmentation d'emprunts et dettes financières	(1 167)	(1 772)
Diminution d'emprunts et dettes financières	1 873	2 253
Variation de dettes sans effet de trésorerie	89	144
<i>Variation part Groupe d'actifs nets détenus en vue de la vente</i>	(235)	5
<i>Variation d'autres actifs financiers</i>	(5)	50
<i>Dettes financières liées aux variations de périmètre (note 9.2.2 ⁽³⁾)</i>	566	(2)
<i>Dettes fournisseurs conventionnés (note 9.2.1)</i>	(104)	
<i>Variation de couverture de juste valeur et flux de trésorerie</i>	(31)	40
<i>Variation des intérêts courus</i>	(76)	21
<i>Intérêts liés aux ORA Monoprix (note 9.3.1)</i>	13	11
<i>Autres</i>	(39)	19
Incidence des variations monétaires	(567)	76
Variation de dette financière nette (voir note 9.2.2)	(266)	(2 708)
Dettes financières nettes à l'ouverture	9 180	8 660
Dettes financières nettes à la clôture (note 9.2.1)	9 446	11 368

Note 5 Information sectorielle

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale (principal décideur opérationnel) pour évaluer les performances et allouer les ressources.

La cession des activités thaïlandaises et vietnamiennes décrites en note 3.1.1, intervenues dans le groupe Casino a modifié la présentation du reporting interne.

Les deux secteurs opérationnels présentés sont les suivants :

Le pôle « Grande distribution » qui reflète les différentes activités du groupe Casino :

- France Retail : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution en France (principalement les enseignes Casino, Monoprix, Franprix-Leader Price et Vindémia)
- Latam Retail : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution alimentaire en Amérique Latine (principalement les enseignes des groupes GPA – enseignes alimentaires, Éxito et Libertad),
- Latam Electronics : secteur qui regroupe toutes les activités de distribution non alimentaire au Brésil (enseignes du groupe Via Varejo : Casas Bahia et Ponto Frio),
- E-commerce : secteur qui regroupe l'activité de l'entité Cnova (Cdiscount, ses sites verticaux et internationaux et Cnova Brazil),

Le pôle « Holding et autres activités » qui regroupe les activités des sociétés holdings, de vente d'articles de sport, et les investissements à caractères financiers et immobiliers. Ces activités prises individuellement ne sont pas significatives au regard du Groupe.

5.1 Indicateurs clés par secteur opérationnel

<i>En millions d'euros</i>	Grande distribution				Holdings & autres activités	Activités poursuivies 30 juin 2016
	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	E-commerce		
Chiffre d'affaires externe	9 264	6 836	2 182	1 391	352	20 025
EBITDA	267 ⁽¹⁾	340 ⁽²⁾	125 ⁽²⁾	(62)	(5)	666
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.2)	(182)	(128)	(26)	(18)	(6)	(360)
Résultat opérationnel courant	85	212 ⁽²⁾	100 ⁽²⁾	(80)	(11)	306

1. Dont 49 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France
2. Dont 640 millions de réais (155 millions d'euros dont 85 et 70 millions d'euros respectivement pour Latam Electronics et Latam Retail) de crédits de taxes PIS/COFINS cumulatifs reconnus au cours du semestre en diminution du « Coûts d'achat complet des marchandises vendues » par GPA (dont 143 millions d'euros au titre d'années antérieures); l'ensemble des éléments qui ont permis leur comptabilisation et leur utilisation sur les périodes futures a été obtenu au cours du semestre.

En millions d'euros	Grande distribution				Holdings & autres activités	Activités poursuivies 30 juin 2015 retraité
	France Retail	Latam Retail	Latam Electronics	E-commerce		
Chiffre d'affaires externe	9 136	7 803	2 924	1 719	327	21 909
EBITDA	146 ⁽¹⁾	459	226	(30)	(8)	793
Dotations aux amortissements opérationnels courants (note 6.2)	(198)	(160)	(35)	(20)	(7)	(420)
Résultat opérationnel courant	(53)	299	191	(50)	(15)	373

1. Dont 81 millions d'euros au titre des opérations de développement immobilier réalisées en France

5.2 Indicateurs clés par zone géographique

En millions d'euros	Grande distribution				Holdings & autres activités		Total
	France	Amérique latine	Asie	Autres zones	France	Autres zones	
Chiffre d'affaires externe							
au 30 juin 2016	10 108	9 562		3	313	39	20 025
au 30 juin 2015 retraité	9 885	11 693		3	296	32	21 909
Actifs non courants ⁽¹⁾							
au 30 juin 2016	12 980	11 884		46	118	8	25 036
au 31 décembre 2015	13 092	10 144	2 066	43	117	9	25 471

1. Les actifs non courants comprennent les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles, les immeubles de placement, les participations dans les entreprises associées et coentreprises ainsi que les charges constatées d'avance long terme.

Note 6 Données liées à l'activité

6.1 Saisonnalité de l'activité

Toutes activités confondues, la saisonnalité sur le compte de résultat est faible pour le chiffre d'affaires ; le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2015 avait représenté 51% du total de l'année (48% à taux de change moyen de l'année 2015), mais est plus marquée pour le résultat opérationnel courant (1^{er} semestre 2015 par rapport à l'année 2015 : 33% et 29% à taux de change moyen de l'année 2015).

Les flux de trésorerie générés par le Groupe sont également plus marqués par cette saisonnalité : la variation du besoin en fonds de roulement constatée au 1^{er} semestre est structurellement fortement négative du fait d'importants règlements fournisseurs réalisés en début d'année civile au titre des achats effectués pour servir la forte demande du mois de décembre de l'année précédente.

6.2 Nature de charges par fonction

En millions d'euros	Coûts logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	1 ^{er} semestre 2016
Charges de personnel	(267)	(1 802)	(451)	(2 520)
Autres charges	(540)	(2 045)	(247)	(2 833)
Dotations aux amortissements	(25)	(270)	(66)	(360)
Total	(831)	(4 117)	(764)	(5 712)

1. Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

En millions d'euros	Coût logistiques ⁽¹⁾	Coût des ventes	Frais généraux et administratifs	1 ^{er} semestre 2015 retraité
Charges de personnel	(316)	(1 911)	(462)	(2 688)
Autres charges	(590)	(2 210)	(250)	(3 050)
Dotations aux amortissements	(34)	(311)	(76)	(420)
Total	(939)	(4 431)	(787)	(6 158)

1. Les coûts logistiques sont inclus dans le « Coût d'achat complet des marchandises vendues ».

6.3 Autres produits et charges opérationnels

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2016	1^{er} semestre 2015 retraité
Total des autres produits opérationnels	44	380
Total des autres charges opérationnelles	(575)	(312)
	(531)	68
Résultat de cessions d'actifs non courants ⁽⁶⁾	(10)	25
Autres produits et charges opérationnels	(521)	43
Provisions et charges pour restructuration ⁽¹⁾⁽⁶⁾	(144)	(140)
Pertes nettes de valeur des actifs ⁽²⁾⁽⁶⁾	(26)	(15)
Provisions et charges pour litiges et risques ⁽³⁾⁽⁶⁾	(80)	9
Produits nets liés à des opérations de périmètre ⁽⁴⁾⁽⁶⁾	(118)	215
Autres produits et charges opérationnels ⁽⁵⁾	(153)	(26)
Autres produits et charges opérationnels nets	(531)	68

1. Cette charge de restructuration au titre du 1^{er} semestre 2016 concerne principalement le secteur France Retail et GPA pour respectivement 113 et 23 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2015, elle concernait principalement les secteurs France Retail et GPA à hauteur respectivement de 88 et 36 millions d'euros.
2. La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2016 porte principalement sur des actifs isolés de magasins du secteur France Retail (essentiellement Franprix-Leader Price) pour 22 millions d'euros. La perte de valeur enregistrée au 30 juin 2015 portait principalement sur des actifs isolés des secteurs France Retail et E-commerce.
3. Les provisions et charges pour litiges et risques concernent GPA à hauteur de 68 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2015, les provisions et charges pour litiges concernant le GPA représentaient un produit de 11 millions d'euros.
4. La charge de 118 millions d'euros constatée au 1^{er} semestre 2016 résulte principalement des opérations de périmètre dans le sous-groupe Franprix-Leader Price décrites en note 3.1.4 pour 65 millions d'euros et des honoraires liés aux opérations de périmètre à hauteur de 28 millions d'euros. Au 1^{er} semestre 2015, le produit de 215 millions d'euros résultait principalement de la réévaluation de la quote-part antérieurement détenue de Disco lors de sa prise de contrôle pour 262 millions d'euros.
5. Dont principalement la charge liée aux irrégularités de la filiale Cnova Brazil à hauteur de 76 millions d'euros dont 41 millions d'euros de coûts liés aux investigations et 35 millions d'euros liés aux corrections d'erreurs (note 2) et la taxe sur les surfaces commerciales en France (TASCOM) 2015 à hauteur de 44 millions d'euros. Un changement de législation fiscale relatif à la TASCOM aboutit pour cette année à comptabiliser deux charges sur la période (TASCOM pour l'exercice 2015 comptabilisée intégralement en début d'année 2016 et présentée en autres charges opérationnelles et TASCOM pour l'exercice 2016 comptabilisée dorénavant de manière étalée linéairement sur l'année en résultat opérationnel courant)
6. Réconciliation du détail des pertes de valeur des actifs avec les tableaux de mouvements des immobilisations :

<i>En millions d'euros</i>	1^{er} semestre 2016	1^{er} semestre 2015 retraité
Pertes de valeur des goodwill	(1)	(1)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations incorporelles	(7)	4
Reprises / (pertes) de valeur nettes des immobilisations corporelles	(70)	2
Reprises / (pertes) de valeur nettes des actifs financiers disponibles à la vente	(1)	(4)
Reprises / (pertes) de valeur nettes des autres actifs	(2)	(6)
Total pertes nettes de valeur des actifs	(81)	(5)
<i>Dont présenté en "Provisions et charges pour restructurations" *</i>	(47)	2
<i>Dont présenté en "Pertes nettes de valeur des actifs"</i>	(26)	(15)
<i>Dont présenté en "Produits/(charges) nets liés à des opérations de périmètre"</i>	(7)	
<i>Dont présenté en "Résultat de cessions d'actifs non courants"</i>	(1)	7

(*) Dont respectivement 31 et 16 millions d'euros concernant Franprix-Leader Price et Distribution Casino France (branche Proximité) au 30 juin 2016

Note 7 Impôt

Le produit d'impôt au 30 juin 2016 provient essentiellement du groupe Casino. Ce produit d'impôt correspond pour le groupe Casino à un taux d'impôt effectif de -4,3% à comparer à 78,8% au 30 juin 2015. Cette variation du taux d'impôt effectif s'explique principalement par l'impôt non reconnu sur les déficits reportables en 2016 compensé en partie par le produit de réévaluation non taxable reconnu en 2015 lors de la prise de contrôle de Disco.

Note 8 Goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles, et immeubles de placement

Au cours du premier semestre 2016, les acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles, et d'immeubles de placement s'élèvent à 628 millions d'euros contre 711 millions d'euros lors de la même période en 2015.

Le Groupe a procédé à une revue au 30 juin 2016 des indices de perte de valeur, tels que définis dans l'annexe aux comptes consolidés 2015, relatifs aux goodwill ainsi qu'aux actifs immobilisés.

Des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et corporelles d'un montant total de 77 millions d'euros ont été comptabilisées sur la période (note 6.3) qui concernent principalement le secteur France Retail (74 millions d'euros).

S'agissant des goodwill, les tests effectués sur les UGT goodwill présentant des indices de perte de valeur ont porté sur les secteurs France Retail (Distribution Casino France : magasins hypermarchés, supermarchés et proximité), Casino Restauration, Latam Retail (GPA alimentaire) et E-commerce Brésil et n'ont pas abouti à la constatation de perte de valeur au 30 juin 2016. La variation raisonnable d'hypothèses clés ne remettrait pas en cause la conclusion de ces examens.

Note 9 Structure financière et coûts financiers

9.1 Trésorerie nette

L'agrégat « Trésorerie nette » se décompose de la manière suivante :

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
Equivalents de trésorerie	1 617	3 009
Trésorerie	2 569	1 658
Trésorerie brute et équivalents de trésorerie	4 186	4 667
Concours bancaires courants	(81)	(197)
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie	4 105	4 470

Au 30 juin 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ne sont soumis à aucune restriction significative.

Opérations de gestion de créances et des dettes fournisseurs

Le Groupe effectue des cessions de créances sans recours et sans implication continue au sens d'IFRS 7 et effectue également des opérations de financement des fournisseurs (« reverse factoring »).

9.2 Emprunts et dettes financières

9.2.1 Composition de la dette financière nette

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Part non courante	Part courante	Total	Part non courante	Part courante	Total
Emprunts obligataires ⁽¹⁾	7 853	1 088	8 941	8 915	759	9 674
Autres dettes financières	2 160	2 815	4 974	2 735	2 248	4 983
Dettes fournisseurs conventionnés ⁽²⁾		163	163		282	282
Contrats de crédit bail	86	22	109	65	15	80
Instruments financiers dérivés passifs ⁽³⁾	63	76	139	7	4	12
Total passifs financiers	10 161	4 164	14 325	11 722	3 308	15 031
Dérivés actifs de couverture de juste valeur ⁽⁴⁾	(482)	(102)	(585)	(438)	(260)	(698)
Part Groupe des actifs détenus en vue de la vente et des passifs associés		(14)	(14)		(315)	(315)
Autres actifs financiers	(18)	(77)	(94)		(170)	(170)
Trésorerie et équivalent de trésorerie		(4 186)	(4 186)		(4 667)	(4 667)
Total actifs financiers	(500)	(4 379)	(4 879)	(438)	(5 412)	(5 851)
Endettement Financier net⁽¹⁾	9 661	(215)	9 446	11 284	(2 104)	9 180

- Dont 8 554 et 387 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2016
- Correspond principalement aux dettes fournisseurs conventionnés (reverse factoring) de l'entité Via Varejo (se reporter à la note 11 des états financiers consolidés inclus dans le document de référence 2015). Au cours du semestre, 325 millions d'euros ont été versés aux factors et sont présentés dans les flux de financement du tableau des flux de trésorerie
- Dont 101, 27 et 12 millions d'euros respectivement en Latam Retail, E-commerce et France au 30 juin 2016
- dont 503 et 80 millions d'euros respectivement en France et chez GPA au 30 juin 2016

Ventilation de la dette financière nette

En millions d'euros	30 juin 2016				31 décembre 2015			
	Dette financière ⁽⁴⁾	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette	Dette financière ⁽⁴⁾	Trésorerie et équivalents de trésorerie	Part du Groupe des actifs nets classés selon IFRS 5	Dette financière nette
Périmètre Rallye⁽³⁾	3 156	(53)		3 103	3 189	(81)		3 107
Casino	10 504	(4 147)	(14)	6 343	11 042	(4 718)	(252)	6 073
France Retail	6 906	(2 866)	(12)	4 027	7 787	(1 681)	(24)	6 081
Latam Retail	2 907	(643)	(2)	2 263	2 231	(1 236)	(2)	993
Dont GPA alimentaire	1 537	(401)		1 136	1 091	(864)		227
Dont Éxito ⁽¹⁾	1 371	(242)	(1)	1 127	1 140	(372)	(2)	766
Latam Electronics	241	(463)		(222)	427	(1 294)		(867)
Asie					559	(188)	(225)	146
Dont Thaïlande					306	(60)		246
Dont Vietnam ⁽²⁾					253	(128)	(225)	(100)
E- Commerce⁽²⁾	450	(175)		275	39	(318)	(1)	(280)
Total	13 660	(4 200)	(14)	9 446	14 228	(4 797)	(251)	9 180
Trésorerie nette après élimination intragroupe des activités Retail et E-commerce du Vietnam classées selon IFRS 5 ⁽²⁾					(66)	129	(63)	
Dette financière nette	13 660	(4 200)	(14)	9 446	14 162	(4 668)	(314)	9 180

1. Éxito hors GPA, incluant l'Argentine et l'Uruguay.
2. Compte tenu du processus de vente de Big C Vietnam (annoncé au marché le 15 décembre 2015), le Groupe a appliqué IFRS 5 sur les activités vietnamiennes (y compris Cdiscount Vietnam) au 31 décembre 2015. La position de trésorerie nette des deux activités (63 millions d'euros au 31 décembre 2015) a été reclassée en « Actifs détenus en vue de la vente » selon IFRS 5.
3. Groupe Go Sport contribue dans la dette financière nette pour 172 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 150 millions d'euros au 31 décembre 2015.
4. Correspond aux emprunts et dettes financières nets des dérivés actifs de couverture de juste valeur et des autres actifs financiers.

9.2.2 Variation des dettes financières

En millions d'euros	30 juin 2016	31 décembre 2015
Endettement financier à l'ouverture (y compris instruments de couverture et de flux de trésorerie)	14 333	16 400
Nouveaux emprunts ⁽¹⁾	1 167	3 774
Remboursements d'emprunts ⁽²⁾	(1 873)	(5 639)
Variations juste valeur (contrepartie résultat)	4	(48)
Ecart de conversion	408	(500)
Variations de périmètre ⁽³⁾	(564)	26
Passifs financiers détenus en vue de la vente	66	(66)
Autres reclassements ⁽⁴⁾	199	386
Endettement financier à la clôture (y compris instruments de couverture et de flux de trésorerie)	13 740	14 333
Passifs financiers	14 325	15 031
Instruments financiers dérivés actifs	(585)	(698)

1. Sur le 1^{er} semestre 2016, les nouveaux emprunts comprennent principalement les opérations décrites ci-après : (a) la variation de billets de trésorerie court terme pour 274 millions d'euros, (b) l'utilisation des lignes de crédit par Éxito et Rallye pour respectivement 144 et 75 millions d'euros, (c) la souscription de nouveaux emprunts sur les filiales brésiliennes pour un montant de 128 millions d'euros (dont 250 millions d'euros chez GPA et 159 millions d'euros chez Cnova Brésil), sur l'entité Big C Thaïlande pour 207 millions d'euros et 50 millions d'euros chez Rallye et (d) l'émission obligataire chez GPA pour 121 millions d'euros.
2. Les remboursements d'emprunts sur le 1^{er} semestre 2016 sont liés principalement à Casino, Guichard-Perrachon, GPA et Rallye pour respectivement 1 034 millions d'euros (dont (a) rachat de titres obligataires pour 645 millions d'euros décrit en note 2, (b) remboursement d'un emprunt obligataire pour 386 millions d'euros), 428 millions d'euros (dont 255 millions d'euros de dettes

fournisseurs conventionnés) et (c) 260 millions d'euros (dont 100 millions d'euros d'emprunt bancaire, 125 millions d'euros de variation de billets de trésorerie court terme et le rachat de 35 millions d'euros de titres obligataires.

3. Dont -502 millions d'euros suite à la cession des activités thaïlandaises et -64 millions d'euros relatifs à la cession des activités vietnamiennes (note 3.2.2)
4. Dont 180 millions d'euros de dettes fournisseurs conventionnés au 30 juin 2016 (425 millions d'euros au 31 décembre 2015)

9.3 Résultat financier

Le Groupe a revu en 2016 la présentation des coûts de mobilisation de créances au sein du résultat financier. Ces coûts qui étaient présentés dans la rubrique « Coût de l'endettement financier net » sont désormais présentés dans la rubrique « Autres produits et charges financiers ».

Le groupe estime que ce changement de méthode volontaire renforce la pertinence de l'information financière publiée par le Groupe car il permet désormais de rapprocher directement les agrégats « Coût de l'endettement net » et « Dette financière nette ». S'agissant d'un changement de méthode, la nouvelle présentation a été appliquée de manière rétrospective qui a conduit à retraiter l'année 2015, comme si cette présentation avait toujours été appliquée.

Le coût de l'endettement financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de la trésorerie et équivalents de trésorerie et des emprunts et dettes financières pendant la période, notamment les produits et résultats de cession des équivalents de trésorerie, la charge d'intérêts attachée aux emprunts et dettes financières, les résultats de couverture de taux (y compris la part inefficace) et les effets de change y afférents ainsi que les coûts liés aux dettes fournisseurs conventionnés.

Les autres produits et charges financiers comprennent : les dividendes reçus des sociétés non consolidées, les coûts de mobilisation de créances, les résultats d'actualisation (y compris l'actualisation des provisions de retraite), les variations de juste valeur des dérivés actions et les pertes de valeur et résultats de cession des actifs financiers hors trésorerie et équivalents de trésorerie. Cette rubrique comprend également les effets de change hors ceux portant sur les éléments constitutifs de trésorerie et équivalents de trésorerie et des emprunts et dettes financières qui sont présentés en coût de l'endettement financier net ainsi que ceux liés à la part efficace des couvertures comptables d'opérations d'exploitation qui sont présentés en résultat opérationnel.

Les escomptes financiers obtenus pour paiement rapide sont portés en produits financiers pour la part correspondant au taux normal d'intérêt du marché et en réduction du prix d'achat pour le supplément.

9.3.1 Coût de l'endettement financier net

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2016	1er semestre 2015 retraité ⁽¹⁾
Résultats de cession des équivalents de trésorerie		
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	68	100
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	68	100
Charges d'intérêts sur opération de financement après couverture ⁽²⁾	(252)	(248)
Charges financières de location financement	(5)	(4)
Coût de l'endettement financier brut	(257)	(252)
Coût de l'endettement financier net	(189)	(152)

1. Consécutivement au changement de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours au sein du résultat financier, les comptes au 30 juin 2015 ont été retraités. Ainsi, la ligne « charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture » a été retraitée à hauteur de 152 millions d'euros au 30 juin 2015
2. Au cours du 1^{er} semestre 2016, un produit de 13 millions d'euros a été reconnu suite à l'exercice de l'option d'achat sur les ORA Monoprix (note 2). Par ailleurs, dans le cadre des rachats obligataires (note 2), un gain de 38 millions d'euros a été reconnu sur le 1^{er} semestre 2016. Au cours du 1^{er} semestre 2015, un avenant portant sur les obligations remboursables en actions de préférence Monoprix avait révisé à la baisse le taux d'intérêt (Euribor 6 mois + 4,1%) et un produit de 11 millions d'euros avait été enregistré

9.3.2 Autres produits et charges financiers

<i>En millions d'euros</i>	1er semestre 2016	1er semestre 2015 retraité
Produits financiers de participations		
Gains de change (hors opérations de financement)	31	32
Produits d'actualisation	1	1
Variation positive de juste valeur des dérivés hors couverture ⁽¹⁾	70	10
Variation positive de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur		1
Autres produits financiers	53	84
Total Autres produits financiers	155	127
Pertes de change (hors opérations de financement)	(29)	(36)
Charges d'actualisation et de désactualisation	(5)	(8)
Variation négative de juste valeur des dérivés hors couverture ⁽¹⁾	(13)	(182)
Variation négative de juste valeur des actifs financiers évalués à la juste valeur	(3)	(1)
Coût de mobilisation de créances sans recours ⁽²⁾	(138)	(152)
Autres charges financières	(63)	(67)
Total Autres charges financières	(250)	(446)
Total autres produits et charges financiers	(95)	(318)

1. Au 30 juin 2016, le produit net de 57 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur du TRS GPA (19 millions d'euros), du forward GPA (16 millions d'euros), du TRS Mercialys portant sur 2% du capital (1 million d'euros), des instruments financiers de taux (2 millions d'euros) ainsi que du TRS BIG C Thaïlande qui a fait l'objet d'un dénouement sur le semestre (23 millions d'euros).

Au cours du 1^{er} semestre 2015, la charge nette de 172 millions d'euros reflète principalement la variation de valeur des TRS BIG C Thaïlande (-17 millions d'euros), GPA (-74 millions d'euros), du forward GPA (-80 millions d'euros) ainsi que du TRS Mercialys portant sur 1,37% du capital (2 millions d'euros) et d'autres instruments dérivés (-4 millions d'euros).

2. Les coûts de mobilisation de créances sans recours étaient présentés auparavant sur la ligne « charges d'intérêts sur opérations de financement après couverture » (note 9.3)

9.4 Juste valeur des instruments financiers

Au 30 juin 2016

<i>(En millions d'euros)</i>	Valeur comptable	Juste valeur	H hiérarchie des justes valeurs ⁽¹⁾		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs :					
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽²⁾	139	139	21	3	115
Dérivés actifs de juste valeur ⁽³⁾	585	585		585	
Autres dérivés actifs	25	25		17	8
Autres actifs financiers	4	4	4		
Passifs :					
Emprunts obligataires ⁽⁴⁾	8 941	9 182	9 045	137	
Autres emprunts et location financement ⁽⁵⁾	5 246	5 248		5 248	
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	139	139		139	
Autres dérivés passifs ⁽²⁾	498	498		498	
Dettes liées aux engagements de rachats d'intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽⁶⁾	154	154			154

Au 31 décembre 2015

(En millions d'euros)	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie des justes valeurs ⁽¹⁾		
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs :					
Actifs financiers disponibles à la vente ⁽²⁾	145	145	22	(0)	123
Dérivés actifs de juste valeur ⁽³⁾	669	669		669	
Autres dérivés actifs	33	33		33	
Autres actifs financiers	5	5	5		
Passifs :					
Emprunts obligataires ⁽⁴⁾	9 674	9 517	9 351	166	
Autres emprunts et location financement ⁽⁵⁾	5 345	5 328		5 328	
Dérivés passifs de couverture de juste valeur ⁽²⁾	12	12		12	
Autres dérivés passifs ⁽²⁾	551	551		551	
Dettes liées aux engagements de rachats d'intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽⁶⁾	151	151			151

1. Niveau 1 = prix du marché - Niveau 2 = Modèles avec paramètres observables - Niveau 3 = modèles avec paramètres non observables
2. La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente est généralement déterminée en utilisant les techniques d'évaluation usuelles. Les actifs financiers disponibles à la vente, pour lesquels une juste valeur n'a pu être déterminée de manière fiable, ne sont pas présentés dans cette note
3. Les instruments dérivés font l'objet d'une évaluation (interne ou externe) sur la base des techniques d'évaluations usuelles de ce type d'instruments. Les modèles d'évaluation intègrent les paramètres observables de marché (notamment la courbe des taux) et la qualité de contrepartie. Les dérivés de couverture de juste valeur sont quasi intégralement adossés à des emprunts financiers.
4. La valeur de marché a été déterminée pour les emprunts obligataires cotés sur la base du dernier prix de marché à la date de clôture
5. La juste valeur des autres emprunts a été déterminée sur la base d'autres méthodes de valorisation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie en tenant compte du risque de crédit du Groupe et des conditions de taux d'intérêt à la date de clôture
6. La juste valeur relative aux engagements de rachat des intérêts ne donnant pas le contrôle est déterminée en appliquant les formules de calcul du contrat et est, le cas échéant, actualisée ; ces formules sont considérées comme représentatives de la juste valeur et utilisent notamment des multiples d'EBITDA

Note 10 Capitaux propres

10.1 Capital social

Le capital social est composé d'actions ordinaires émises et entièrement libérées dont la valeur nominale est de 3 euros. Au 30 juin 2016, il est composé de 48 778 526 actions ce qui représente une valeur nominale de 146 millions d'euros.

	30 juin 2016	31 décembre 2015
Nombre d'actions à l'ouverture	48 778 526	48 721 948
Exercice d'options de souscription d'actions		17 076
Attribution d'actions gratuites		39 502
Nombre d'actions à la clôture	48 778 526	48 778 526

10.2 Intérêts ne donnant pas le contrôle significatifs

Informations financières résumées des principales filiales présentant des participations ne donnant pas le contrôle significatives

Les informations présentées dans le tableau ci-dessous sont en conformité avec les normes IFRS, ajustées le cas échéant des réévaluations de juste valeur à la date de prise de contrôle ou perte de contrôle et des retraitements d'homogénéisation de principes comptables avec ceux du Groupe. Les montants sont présentés avant éliminations des comptes et opérations réciproques.

En millions d'euros	groupe Casino		GPA total ⁽¹⁾⁽⁴⁾		Dont Via Varejo		Dont Cnova	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Pays			<i>Brésil</i>		<i>Brésil</i>		<i>Pays Bas</i>	
% de détention des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	49,1%	51,6%	66,8%	58,7%	85,6%	82,1%	44,6%	41,9%
% des droits de votes des intérêts ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	38,1%	39,5%	0,06%	0,06%	37,8%	37,8%	3,4%	3,4%
Pour la période du premier semestre								
Chiffre d'affaires	19 673	21 581	8 337	10 073	2 182	2 924	1 404	1 751
Résultat net des activités poursuivies	(400)	159	(257)	73	16	88	(245)	(76)
Résultat net des activités abandonnées	2 900	101	28	(6)	-	-	28	(6)
Résultat net consolidé	2 501	260	(229)	67	16	88	(217)	(82)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités poursuivies</i>	<i>(237)</i>	<i>158</i>	<i>(115)</i>	<i>74</i>	<i>14</i>	<i>72</i>	<i>(110)</i>	<i>(33)</i>
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle dans les activités abandonnées</i>	<i>1 436</i>	<i>69</i>	<i>13</i>	<i>(2)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>13</i>	<i>(2)</i>
Autres éléments du résultat global	1 235	(645)	1 319	(574)	358	(182)	53	(46)
Résultat global de l'exercice	2 501	260	1 090	(507)	374	(94)	(164)	(128)
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>2 195</i>	<i>(298)</i>	<i>745</i>	<i>(341)</i>	<i>317</i>	<i>(78)</i>	<i>(71)</i>	<i>(54)</i>
Au 30 juin 2016 et 31 décembre 2015								
Actifs courants	13 128	13 343	5 464	5 612	2 296	2 438	916	1 160
Actifs non courant	26 393	26 490	10 726	11 071	2 596	2 533	647	803
Passifs courants	13 597	14 914	6 033	5 522	2 067	2 203	1 579	1 482
Passifs non courants	11 257	12 500	2 625	2 856	684	559	12	18
Actif net	14 667	12 419	7 532	8 306	2 141	2 209	(27)	462
<i>Dont intérêts ne donnant pas le contrôle</i>	<i>11 043</i>	<i>10 145</i>	<i>5 113</i>	<i>5 338</i>	<i>1 767</i>	<i>1 811</i>	<i>9</i>	<i>204</i>
Pour la période du premier semestre								
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(2 294)	(1 098)	(1 367)	(497)	(519)	(229)	(334)	(52)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissements	3 170	(805)	(138)	(284)	(11)	(50)	(5)	(43)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financements	(1 662)	(1 056)	(248)	(533)	(418)	(166)	84	(37)
Incidences des variations monétaires sur la trésorerie	337	(187)	243	(185)	118	(79)	37	(29)
<i>Variation de trésorerie</i>	<i>(449)</i>	<i>(3 146)</i>	<i>(1 510)</i>	<i>(1 499)</i>	<i>(831)</i>	<i>(524)</i>	<i>(218)</i>	<i>(161)</i>
Dividendes versés aux groupes ⁽³⁾	(174)	(170)	-	(25)	-	(28)	-	-
<i>Dividendes versés aux intérêts ne donnant pas le contrôle sur l'exercice</i>	<i>(176)</i>	<i>(182)</i>	<i>(1)</i>	<i>(76)</i>	<i>-</i>	<i>(36)</i>	<i>-</i>	<i>-</i>
% de détention moyen 1er semestre 2016 du Groupe	50,9%		32,9% ⁽⁴⁾		14,3% ⁽⁴⁾		55,2%	
% de détention du Groupe au 30 juin 2016	50,9%		33,2%		14,4%		55,4%	

1. Y compris Cnova et Via Varejo

2. Les pourcentages des intérêts ne donnant pas le contrôle mentionnés dans ce tableau ne comprennent pas les propres intérêts ne donnant pas le contrôle des sous-groupes.

3. GPA et Éxito ont une obligation de distribution (note 12.8 du document de référence 2015)

4. Ces pourcentages représentent le pourcentage de détention de Casino dans ces filiales

10.3 Distribution de dividende

L'Assemblée générale des actionnaires du 18 mai 2016 a décidé une distribution de dividende de 1,83 euro par action au titre de l'exercice 2015.

Les coupons attribuables aux porteurs de TSSDI de Casino se présentent comme suit

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016	30 juin 2015
Coupons attribuables aux porteurs de TSSDI	46	45
Dont montant versé au cours de la période	37	37
Dont montant à verser	9	8
Impact tableau de flux de trésorerie	43	43
Dont coupons attribués et payés au cours de la période	37	37
Dont coupons attribués sur l'exercice précédent et payés sur la période	6	6

Note 11 Provisions

11.1 Composition et variations

<i>En millions d'euros</i>	1er janvier 2016⁽¹⁾	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variations de périmètre et transferts	Variations de change	Autres	30 juin 2016
Litiges	564	161 ⁽²⁾	(25)	(39)	(1)	117	1	778
Risques et charges divers	139	33	(23)	(25)	(1)	0	13	135
Restructurations	32	24	(15)	(2)	0	0	3	43
Total des provisions	735	218	(63)	(66)	(2)	117	17	955
Dont non courant	542	23	(1)	(21)	0	116	111	771
Dont courant	194	194	(61)	(45)	(2)	1	(95)	185

1. *Un reclassement de 507 millions d'euros des provisions pour divers risques et charges en provisions litiges a été effectué sur les soldes d'ouverture.*
2. *La dotation de 160 millions d'euros concerne principalement GPA au regard des autres litiges fiscaux (notamment 184 millions de reais soit 51 millions d'euros au titre de litiges liés à l'impôt sur les bénéfices, les taxes ICMS et PIS/COFINS et des amendes dont les risques ont été réappréciés de possible à probable) et des litiges salariaux*

Les provisions pour litiges, risques et charges divers sont composées d'une multitude de sommes liées à des procédures contentieuses en matière sociale (prud'hommes), immobilière (litiges sur travaux, loyers contestés, éviction de locataires...), fiscale ou économique (contrefaçons...).

De manière plus spécifique, les divers risques et charges s'élèvent à 778 millions d'euros et comprennent principalement les provisions relatives à GPA (voir tableau ci-dessous).

<i>En millions d'euros</i>	Litiges * PIS/Cofins/CPMF	Autres litiges fiscaux	Litiges salariaux	Litiges civils	Total
30 juin 2016	74	366	205	77	723
31 décembre 2015	24	294	136	57	511

* Tva et taxes assimilées

Dans le cadre de ces litiges, GPA conteste le paiement de certains impôts, cotisations et obligations salariales. Dans l'attente des décisions définitives des tribunaux administratifs, ces diverses contestations ont donné lieu à des versements au titre de dépôts judiciaires présentés en « autres actifs non courants ». A ces versements, s'ajoutent les garanties données par GPA présentées en engagements hors bilan.

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2016			31 décembre 2015		
	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires	Dépôts judiciaires versés	Actifs immobilisés donnés en garantie	Garanties bancaires
Litiges fiscaux	62	240	2 135	49	198	1 745
Litiges salariaux	234	2	7	165	1	9
Litiges civils et autres	22	4	59	16	2	72
Total	317	2 200	2 200	229	202	1 826

11.2 Passifs éventuels

Les passifs éventuels portent essentiellement sur le groupe GPA ; ces derniers se résument comme suit :

<i>en millions d'euros</i>	30 juin 2016	31 décembre 2015
INSS (cotisations sociales patronales liées au régime de protection sociale)	112	95
IRPJ - IRRF et CSLL (impôts sur les bénéfices)	276	477
PIS, COFINS et CPMF (TVA et taxes assimilées)	641	526
ISS, IPTU et ITBI (impôt sur les services, impôt sur la propriété immobilière urbaine et impôt sur les opérations immobilières)	81	84
ICMS (TVA)	1 458	1 386
Litiges civils	240	192
Total	2 809	2 760

GPA a recours à des sociétés de conseils dans le cadre de ses litiges fiscaux, dont les honoraires dépendent de la résolution des litiges en faveur de GPA. Au 30 juin 2016, le montant estimé s'élève à 19 millions d'euros (10 millions d'euros au 31 décembre 2015).

Note 12 Parties liées

La société Rallye est contrôlée par Foncière Euris, elle-même détenue par Finatis puis par Euris.

Au 30 juin 2016, Foncière Euris détient 55,34% du capital de Rallye et 70,33 % des droits de vote.

La société entretient des relations habituelles, dans le cadre de la gestion courante du Groupe, avec l'ensemble de ses filiales. La Société et ses filiales, bénéficient notamment de l'assistance en matière stratégique de la société Euris, société de contrôle ultime, avec laquelle des conventions ont été conclues. Le Groupe bénéficie également d'autres prestations courantes de la part d'Euris et de Foncière Euris (assistance technique, mise à disposition de personnel et de locaux).

Le montant enregistré en charge sur la période relative à ces conventions envers Rallye et ses filiales s'élève à 3,4 millions d'euros dont 2,9 millions d'euros au titre de l'assistance en matière stratégique et 0,5 million d'euros au titre de mises à disposition de personnel et de locaux.

Par ailleurs, le groupe Casino a réalisé des opérations de promotion immobilière avec le groupe Foncière Euris générant une contribution positive en EBITDA de 23 millions d'euros sur le 1^{er} semestre 2016.

La principale opération du semestre entre la société Rallye et la société Foncière Euris concerne le dividende versé au titre de l'exercice 2015 pour 49 millions d'euros payés en numéraire.

Dans le cadre du déploiement de son modèle dual associant activités de distribution et immobilier commercial, le groupe Casino et ses filiales réalisent avec Mercialys des opérations de développement d'actifs immobiliers (note 3.3.3).

Les relations avec les autres parties liées, y compris les modalités de rémunérations des dirigeants, sont restées comparables à celles de l'exercice 2015 et aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de la période.

Les transactions avec les parties liées entreprises associées et coentreprises sont mentionnées dans la note 3.3.3.

Note 13 Evènement postérieur à la clôture

Versement d'un acompte sur dividende Casino

Le Conseil d'administration de Casino a décidé lors de sa réunion le 28 juillet 2016 la distribution d'un acompte sur dividende de 1,56 € par action (50 % du dividende annuel versé au titre de 2015, inchangé depuis trois ans) au titre de l'exercice 2016. Le détachement de l'acompte aura lieu le 28 novembre 2016 avec un paiement le 30 novembre 2016.

4 - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société Rallye, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1.3 de l'annexe relative au retraitement des comptes comparatifs au 30 juin 2015 lié principalement au changement de méthode de présentation des coûts de mobilisation de créances sans recours et à l'incidence de la présentation des activités abandonnées.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris-La Défense, le 1^{er} août 2016

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Catherine Chassaing
Associée

ERNST & YOUNG et Autres

Henri-Pierre Navas
Associé